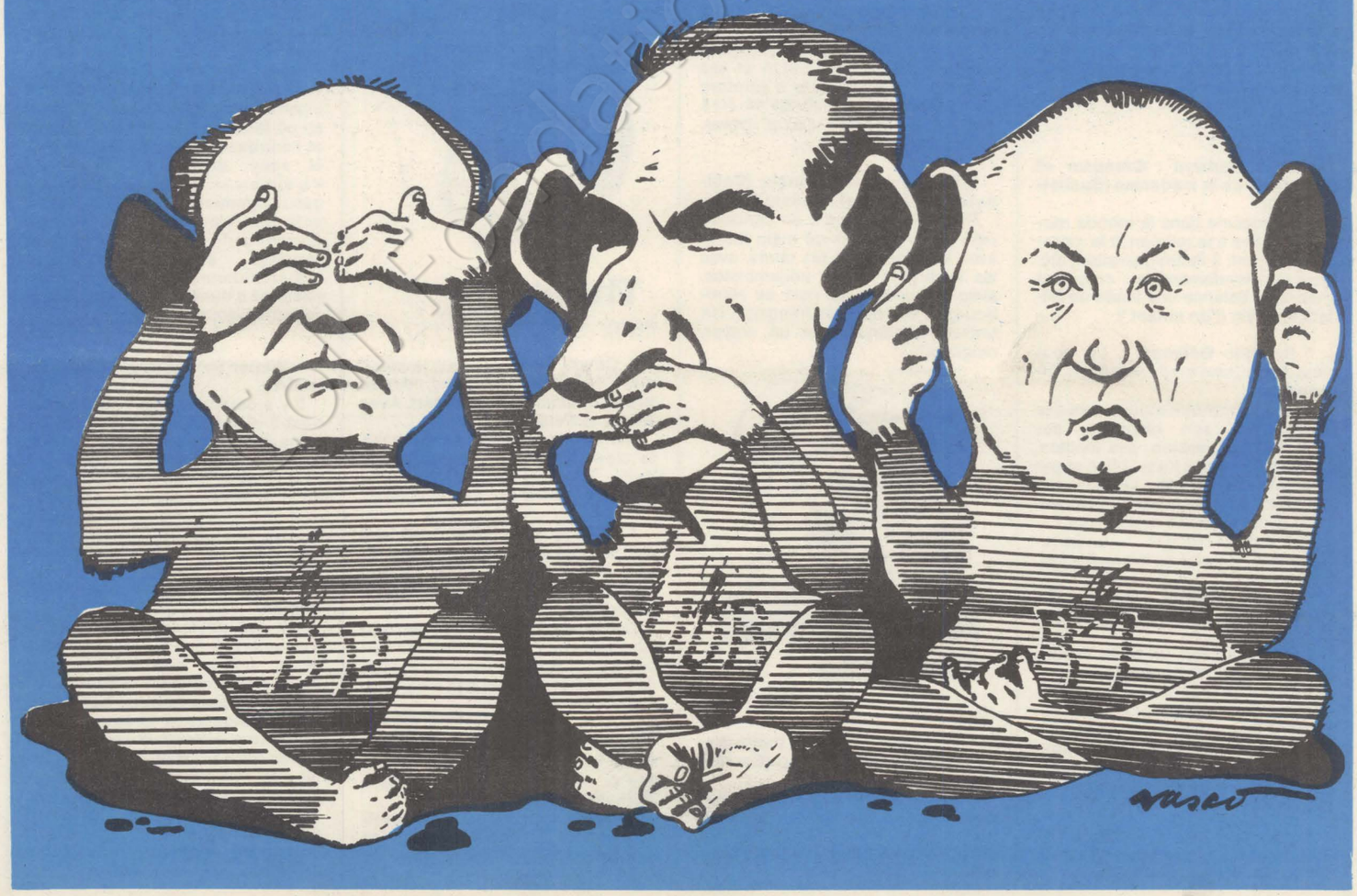
l'unité

N° 50 - 2 F 50 Hebdomadaire socialiste 2-8 février 1973

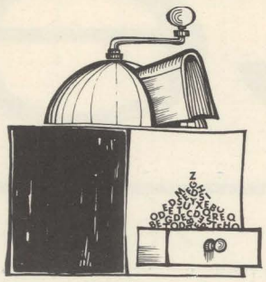
A l'ouest, du nouveau

ILS TOURNENT EN ROND



© Fondation Jean-Jaurès

Au risque de vous plaire



Livres

ROMANS

*** Paul Gadenne : Les Hauts-Quartiers (Le Seuil).**
Gadenne est mort en 1956. Il aura fallu tout ce temps pour que le manuscrit devienne livre. Et quel livre! Sans conteste, l'événement littéraire de ces dernières années. Il va falloir parler longuement de ce frère de Dostoïevski qui appartenait à la génération de Sartre.

*** Claude Simon : Triptyque (Editions de Minuit).**
L'élève dépasse le maître. Claude Simon déborde Robbe-Grillet. Il a construit son « nouveau roman » comme un puzzle : une banlieue industrielle du Nord, une luxueuse plage du Midi et un hameau de campagne. Le livre devient une machine à mêler les lieux.

*** Anthony Burgess : L'orange mécanique (Laffont).**
Sur un thème très fort — la violence des institutions est sans doute pire que la violence délinquante — voici le roman qui a inspiré le fameux film de Kubrick. Un coup de chapeau tout particulier à Georges Belmont et Hortense Chabrier, les traducteurs, pour leur exercice sans fitet face au très spécial langage « nadsat » du narrateur.

SOCIETE

*** Jean Bernard : Grandeur et tentations de la médecine (Buchet-Chastel).**
La médecine dans le monde moderne : face à la religion, à la morale, à l'argent, à l'administration, etc. Question fondamentale : comment mettre en balance une liasse de billets et la vie d'un enfant ?

*** Rolande Ballorain : Le nouveau féminisme américain (Denoël-Gonthier)**
Sur cet important mouvement des années 60, son idéologie, ses moyens d'expression, ses leaders, de Betty Friedan à Kate Millet, et ses combats — contre le « sexisme » et les discriminations dans l'emploi, pour le contrôle des naissances, l'avortement, les crèches... — un panorama très complet du Women's Lib.

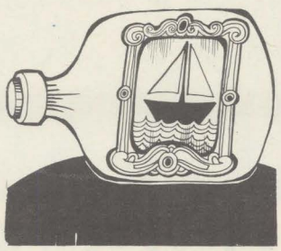
*** Pierre Lepape : La presse (Denoël, coll. Le point de la question).**
Par un praticien, un vade-mecum pour qui veut comprendre la crise des journaux, due moins à des raisons conjoncturelles qu'aux contradictions tenant à la nature même de l'actuelle presse. Deux chances possibles de salut : « l'explosion technologique » ; et des lecteurs plus exigeants.

*** Abraham Moles : Théorie de l'information et perception esthétique (Denoël, coll. Médiations).**
Spécialiste de l'application des mathématiques aux sciences sociales et aux arts, Moles construit ici une esthétique basée sur la théorie quantitative de l'information, et il l'applique à divers « messages » artistiques, la musique, surtout. Une recherche originale, mais d'approche assez difficile.

ENFANTS

*** Gordon Sheppard : Adieu, Monsieur Poméranie (Harlin Quist).**
L'histoire du réveil d'un vieil homme qui semblait « fini »... (A partir de 10 ans).

*** Guillermo Mordillo : Crazy cow-boy (Harlin Quist).**
Le western, démythifié... en images (A partir de 6 ans).

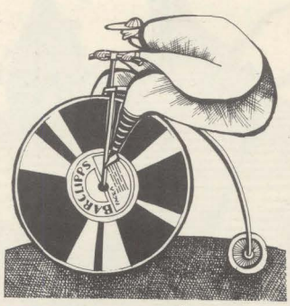


Expositions

*** Musée d'Art moderne de la Ville de Paris : Magnelli.**
Un des pionniers de l'art abstrait. Les tableaux exposés sont d'autant plus intéressants qu'ils ont été effectués au début de l'aventure de Magnelli : entre 1900 et 1918.

*** Bibliothèque nationale : « Les sorcières ».**
Le sujet fait rire aujourd'hui. Mais, pendant des siècles, Satan et ses suppôts ont été matière à peinture ou gravure. Les signatures ne sont pas des moindres : Callot, Dürer, Rembrandt...

*** Bibliothèque nationale (Cabinet des estampes) : Ronald Searle.**
Searle-le-méchant : un caricaturiste qui n'y va pas de main morte avec les oiseaux et les chats, avec les escargots et les unijambistes, avec les dames du port de Hambourg et les touristes français... Un univers impitoyable et un crayon magistral.



Disques

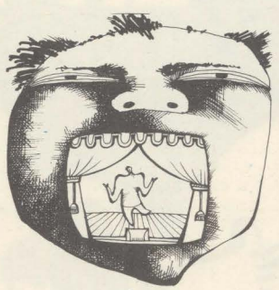
VARIETES

*** Patachou : Le tapin tranquille, Les femmes de mon mari (Barclay 61.706).**
Elle découvrit Brassens. On découvre avec tristesse la parodie qu'elle fait d'elle-même. Aujourd'hui, le ton « Montmartre » sonne faux.

CLASSIQUES

*** Cinq musiciens français des Ballets russes de Serge de Diaghilev : Auric, Milhaud, Poulenc, Satie, Sauguet. Chœurs et orchestre national de l'Opéra de Monte-Carlo, sous la direction d'Igor Markevitch (Guilde internationale du disque, 5227 et 5228).**
Deux disques qui prouvent que les Ballets russes auraient dû s'appeler « français ». Car ces musiques portent le sceau de la provocante époque artistique française où Cocteau écrivait « Les mariés de la Tour Eiffel ». La provocation de type musical consistant alors à mêler dans un même morceau un rythme de cirque, un air de « caf'conc », un peu de Bizet, un rien de Schuman, trois notes de Chabrier et quelques accords venus en droite ligne du XVIIIe siècle. Une belle anthologie des « années folles ».

*** Marie-Françoise Bucquet joue Stravinsky (Philips 6500 385).**
Stravinsky découvre l'Amérique et salue le « siècle des lumières » (« Sérénade », 1925). Il est ébloui par le jazz et écrit, à l'intention de Rubinstein, « Piano Rag Music », après avoir signé « Ragtime »... Un jour, un chorégraphe lui demande une musique pour un ballet d'éléphants ; la réponse est « Circus Polka ». Les autres morceaux de ce disque apparaissent comme beaucoup moins intéressants ou originaux. D'ailleurs, Marie-Françoise Bucquet est beaucoup plus à l'aise dans la fantaisie et le rythme que dans la platitude.



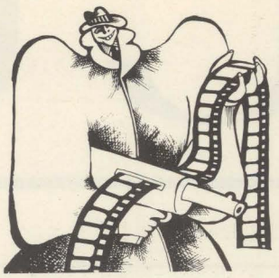
Théâtre

PARIS

*** Odéon : « Tu connais la musique » de Robert Abirached, mise en scène de Dominique Houdart. Avec Avron et Evrard.**
Marx au pays des clowns : Basile, le clown blanc, et Chocolat, l'auguste, jouent à la lutte de classe. L'exploité finira par tuer le maître...

*** Théâtre Récamier : « L'ami des nègres » de George Tabori ; « Le Métro fantôme » de Le Roi Jones. Mise en scène d'Antoine Bourseiller.**
Deux visages du problème noir aux Etats-Unis : le complexe de culpabilité de certains Blancs, le désir de libération violente des « gens de couleur ».

*** Théâtre des Deux Portes : « Les voix insoumises de l'Espagne ». Réalisation de Viviane Théophilidès.**
L'Espagne de Franco : un pays à deux têtes. La Costa Brava et les luttes étudiantes. La corrida et les prisons de Burgos.



Cinéma

*** Jacques Deray : Un homme est mort.**
Un thriller français à l'américaine : encore un ? Oui, mais la personnalité et l'humour de l'auteur lui donnent une couleur originale, tout en retenue, sans que jamais Deray pousse à bout les effets. C'est presque trop racinien pour un tel sujet. Le plus remarquable : le regard d'un Français sur une grande cité américaine — ici, Los Angeles l'inhumaine.

*** Ernest Lehman : Portnoy et son complexe.**
Ou comment un bon bouquin peut devenir la plus laide des caleçonnades. La vraie pornographie, la voilà : tenant non pas à ce qu'on montre sur l'écran, mais à la vulgarité du propos.

*** Juan Bunuel : Au rendez-vous de la mort joyeuse.**
Un nouvel auteur vient peut-être de naître. Faute d'avoir à se faire un nom, le fils de Luis se fait brillamment un prénom en s'attaquant, avec son premier film, à un genre difficile : le cinéma fantastique. La vieille demeure où il se produit de bizarres phénomènes a un lointain air de famille avec la maison Usher, et l'adolescente héroïne est un peu la sœur du jeune garçon de « L'autre » — le beau film de Mulligan récemment chroniqué dans ces colonnes. Mais Juan Bunuel a trouvé un ton neuf ; ni horreur brutale, ni angoisse envahissante : une recherche heureuse de l'étrange, assaisonné d'humour, avec une pincée de surréalisme.

*** Winter Soldier (réalisation collective).**
Il y a deux ans, 200 « vétérans », c'est-à-dire de jeunes soldats américains ayant servi au Vietnam, se rassemblaient en congrès. A partir des témoignages de 28 d'entre eux sur les atrocités auxquelles ils ont participé ou assisté, un document bouleversant. (A partir de jeudi prochain).

*** Krzysztof Zanussi : La vie de famille.**
Un vieil industriel déchu tente de « récupérer » son fils qui a quitté le vieux monde familial. L'analyse aiguë du dialogue entre deux générations et deux univers, par un cinéaste polonais de 33 ans. L'auteur présentera cette œuvre et ses deux autres films (« La structure du cristal » et « De l'autre côté du mur ») en février, lors d'une tournée dans les ciné-clubs (Dieppe, Brétigny, Saint-Raphaël, Aix, Chambéry, Besançon, Pontarlier, Maisons-Alfort, Sceaux, Pézenas).

Sommaire

4

Majorité : La petite classe de Pompidou

Un scandale de plus

6

Spécial élections : La Bretagne livrée aux pirates

Somme : Retour à la gauche

8

Lille : L'ombre de Salengro

9

Editorial : Ils tournent en rond

11

A contre-pied

Indochine : La fin du gendarme du monde

La vie immédiate : Salut au Vietnam, par Pierre Bourgeade

14

Larzac : Duhamel, patron de combat

15

Société : La couture sort sa griffe

Le miroir aux alouettes

16

L'œil en coin : Un scandale quotidien

Télé-sélection

17

Spectacles : Danse pour Théodorakis

Cinéma : Miracle chez les gémeaux

18

Livres : L'importance du clown, par Henri-François Rey

19

Document : La mort bleue

23

Mots croisés

PHOTOS ET DESSINS

Carlos Brito (pages 13, 15) Jean-Pierre Coureuil (pages 2, 19, 21) Julem (page 21) Keystone (page 21) Mar-pliz-breizh (pages 6, 7) Sabadel (pages 5, 7, 14, 20. 21) Teich (page 10) Vasco (pages 1, 3, 4, 16)

« L'Unité » a un an

Ce numéro de « l'Unité » est le cinquantième. Il marque en même temps le premier anniversaire de notre journal.

Sans nous attarder, car c'est aujourd'hui l'action qui commande, il est difficile de ne pas jeter un regard en arrière pour mesurer le chemin parcouru.

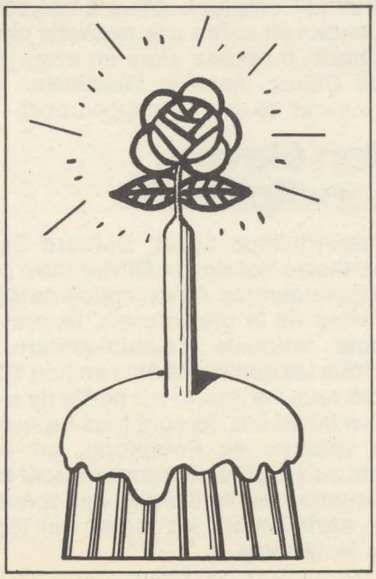
Le 28 janvier 1972, en présentant notre premier numéro, nous disions qu'il était « une preuve tangible de la vitalité et du renouveau du Parti socialiste ». Cette vitalité et ce renouveau n'ont cessé de se manifester tout au long de l'année écoulée. Ils sont aujourd'hui reconnus par tous comme l'un des faits majeurs de la vie politique française.

L'équipe de « l'Unité » se flatte d'avoir joué son rôle dans cette progression du Parti socialiste. Redonner à celui-ci un organe d'expression d'audience nationale et internationale n'était pas une mince entreprise, compte tenu des difficultés considérables que rencontre en France la presse d'opinion. Nous y sommes parvenus.

Nous sommes, certes, parfaitement conscients des insuffisances de ce journal et nous faisons volontiers nôtres une bonne partie des critiques qui lui sont adressées. Mais combien nous nous réjouissons aussi à la lecture des lettres de plus en plus nombreuses qui soulignent que « l'Unité » est désormais un instrument indispensable dans le combat des socialistes.

Cet instrument, nous voulons qu'il devienne plus efficace encore dans les semaines décisives qui nous attendent. C'est dire que tout doit être mis en œuvre pour augmenter la diffusion du journal.

Déjà, nous constatons avec satisfaction la progression sensible de la vente militante. Avec la rose, « l'Unité » est devenue le symbole de la présence des militants socialistes dans la rue, sur les marchés.



La vente du journal en province, après une période de stagnation, remonte elle aussi de façon sensible.

Enfin et surtout, la courbe des abonnements connaît depuis le début de cette année une progression spectaculaire, qui va nous permettre enfin de franchir le seuil des 10 000 abonnés.

A une condition, cependant : c'est que tous ceux qui se sont abonnés dès la naissance du journal, et dont l'abonnement arrive à échéance, le renouvellent sans tarder et le plus généreusement possible. Qu'ils le fassent d'eux-même, nous évitant ainsi des frais coûteux de relance. Qu'ils profitent de l'occasion pour abonner, ne serait-ce que pour six mois — un billet de 50 F — un ami, un sympathisant à qui la lecture de « l'Unité » pourrait être à la fois agréable et profitable.

Nous laissons à votre imagination le soin de trouver les meilleurs moyens de nous aider, comme vous l'avez fait jusqu'ici. Nous voulons seulement aujourd'hui célébrer ensemble notre premier anniversaire et prendre, avec vous, l'engagement de faire mieux encore pour le triomphe de notre idéal commun.

L'EQUIPE DE « L'UNITE »

Fondation Jean-Jaurès

La petite classe de Pompidou

Les trois S. Ce sigle, pour les non initiés du monde politique, ne signifie pas grand chose. Il cache trois hommes : Olivier Stirn, Bernard Stasi, Jean-Pierre Soisson. C'est à eux que l'Elysée a confié le soin de rédiger la réfutation du programme commun de la gauche, sous la forme d'un livre qui doit paraître le 15 février et s'appellera : « Le piège ». Pour chapeauter ces trois auteurs, l'Elysée a désigné Jean-Philippe Lecat, actuel porte-parole du gouvernement. Ce choix n'est pas un hasard. Ces quatre hommes sont l'expression d'un des grands desseins de Georges Pompidou : le renouvellement de la classe politique gaulliste.

Le gaullisme a déjà son histoire, ses rites et ses grandes messes. Mais il a aussi ses hommes. Et ses « âges ». Plus précisément, trois. 1942 : les gaullistes de guerre. 1947 : les gaullistes de l'appareil et de la longue marche du R.p.f. 1958-1973 : les gaullistes de gouvernement. Dès « la divine surprise » du 13 mai 1958, ce sont les gaullistes de guerre et les gaullistes de l'appareil qui gouvernent. Les barons. D'une part, les barons pragmatiques, comme Jacques Chaban-Delmas et Christian Fouchet, qui servent sous la IVe République. Et d'autre part, les barons intransigeants : Olivier Guichard et Michel Debré.

Mais, peu à peu, l'appartenance partisane à ces clans devient accessoire. Dans le gouvernement du général de Gaulle en 1958, 62 % de ses membres ont des titres de résistance ; ils ne seront plus que 51 % dans le gouvernement Chaban-Delmas. Parallèlement, l'appartenance au parti politique gaulliste prend de l'importance : 21 % dans le gouvernement Debré de janvier 1969, 74 % dans le gouvernement Chaban-Delmas de juin 1969.

Au contact du pouvoir, le gaullisme se normalise. Au lieu de la voie royale fournie par la guerre ou le R.p.f., les nouveaux gaullistes suivent les étapes classiques de la réussite politique : de l'administration au cabinet ministériel, du cabinet au Parlement, du Parlement au gouvernement.

Le véritable tournant date des 4es assises nationales de l'U.d.r., à Lille, en novembre 1967. Pompidou y déclare : « Nous nous devons de favoriser la relève. » Et les militants élisent Robert Poujade qui avait 12 ans en 1940 et 19 ans en 1947.

C'est Pompidou qui, sous de Gaulle, a mené le clan des « modernes » — lui qui était entré dans le gaullisme en 1944, et encore, par la petite porte du cabinet du Général. En étudiant le « système Pompidou », Gilles Martinet a raison d'écrire : « Georges Pompidou a assisté à la naissance d'un nouvel establishment avec d'autant moins de crainte qu'il comptait sur lui pour réaliser son propre « destin ». Entre la nouvelle technocratie et l'élite de la nouvelle classe politique, les liens étaient évidents. Il s'agissait de les favoriser et de préparer le passage du gaullisme gaullien au néo-gaullisme. »



Quand Pompidou arrive à l'Elysée, il souhaite voir naître une nouvelle classe politique. Il pousse alors en avant Jacques Chirac, favorise l'ascension des « trois » et de Jean-Philippe Lecat.

Bien élevés, bien diplômés

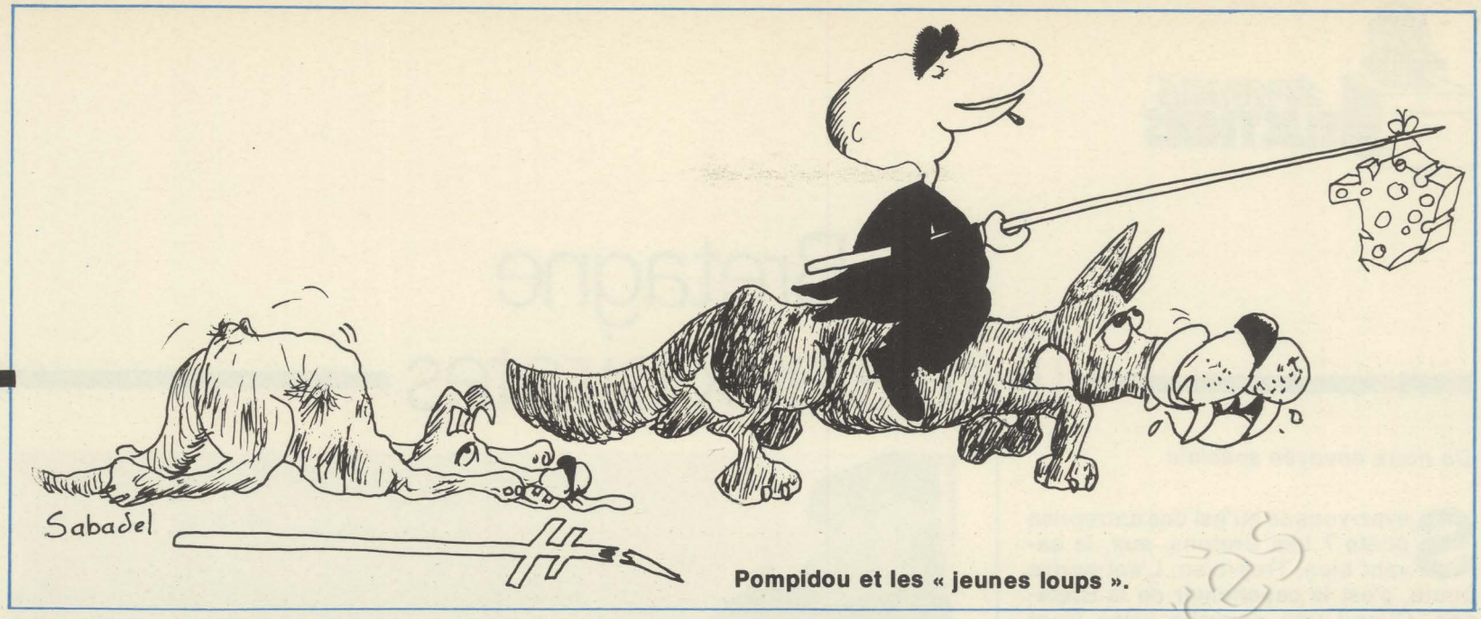
Jean-Philippe Lecat, Bernard Stasi, Jean-Pierre Soisson et Olivier Stirn sont des technocrates. A l'exception de Stirn, qui vient de la préfectorale, ils ont fait l'Ecole nationale d'administration. Ils ont tous les quatre été élus en juin 1968. Ils ont tous les quatre fait partie de cabinets ministériels. Ils sont tous les quatre des vassaux de Pompidou, au sens noble ou vulgaire du terme. Ils sont tous les quatre des ambitieux, qui connaissent parfaitement les règles qui régissent le système.

Au sein déjà des cabinets ministériels, ils rendent des services : un bout de route nationale, un C.e.s., un nouveau central téléphonique. Le jour où ils visent une circonscription, les compagnons et les notables locaux s'en souviennent. En 1967, Stirn travaille déjà les 168 villages de sa circonscription du Calvados. Soisson fait de même dans l'Yonne ; son père est le président de la chambre du commerce d'Auxerre : cela facilite une carrière.

Au lendemain des élections de juin 1968, ces jeunes gens, bien élevés, bien diplômés, hantent un peu seuls les couloirs du Palais-Bourbon. La vieille garde du gaullisme ne les prend guère au sérieux. Alors, ils unissent leurs solitudes et leurs ambitions, et forment avec d'autres jeunes parlementaires un mini-club : le club des Huit. On déjeune ensemble. Ceux qui parlent le plus fort : Lecat et Stirn. Puis Chirac vient régulièrement déjeuner avec eux. Voilà la bénédiction officielle de l'Elysée. Les mini-barons commencent leur ascension.

En 1970, Lecat, Stasi et Soisson créent le Groupe d'études parlementaires pour l'aménagement rural (Gépar). Il s'agit d'étudier le développement des zones rurales et des villes moyennes. Et, les jours où l'on est ambitieux, d'être l'aiguillon de la majorité. 180 députés s'y affilient.

Alors arrive le temps des responsabilités. A l'avènement du gouvernement



Pompidou et les « jeunes loups ».

Messmer, Lecat devient porte-parole du gouvernement. Pompidou aime son côté « France de toujours ». Pour le nouveau porte-parole du gouvernement, à l'apparence solide et rassurante, il y a un ordre dans le monde, ni trop bon ni trop mauvais, dont il faut bien s'arranger. Dans le privé, Lecat aime jouer les intellectuels sceptiques et ironiques. Cela plaît au normalien Pompidou. Mais, surtout — et cela compte — il a l'appui de Pierre Juillet, l'éminence grise de l'Elysée, sans qui rien n'est possible.

Stasi, lui, devient vice-président du Centre Démocrate et Progrès — les centristes ralliés. Il a le sens des contacts personnels, un style « copain » qui détonne curieusement auprès de celui d'un homme comme René Pleven. L'Elysée le pousse en avant — en avant, il y a des coups à prendre et Stasi se fait écrabouiller par Alain Krivine lors d'un A armes égales. Une déception lors de la constitution du gouvernement Messmer, Stasi devait être nommé secrétaire d'Etat à la Jeunesse. Il s'en félicitait déjà quand l'Elysée l'avertit que Joseph Comiti restait. Ce n'est que partie remise : Stasi répète partout que la prochaine fois sera la bonne.

Reste Soisson : visage poupin, yeux rieurs et élégance de minet du XVIe arrondissement, il devient, lui, secrétaire général adjoint des Républicains indépendants. Tout pour réussir ; malheureusement, il n'a qu'une obsession : être ministre. Et cela se voit un peu trop.

Pas sectaire

Ces quatre hommes n'ont pas leur pareil pour se faufiler dans la foire d'empoigne que devient la classe politique gaulliste. Du temps du général de Gaulle, le secrétariat de la présidence de la République transmettait des ordres qu'il faisait appliquer. Son rôle se limitait à cela. Avec Pompidou, tout a changé. Le domaine réservé s'est démesurément élargi : de la voie express-rive gauche à la politique étrangère, de la nomination des membres du cabinet de Pierre Messmer à la construction de l'Europe. Les conseillers favoris de l'Elysée, Pierre Juillet et Marie-France Garaud, interviennent dans les batailles de clans, favorisent celui-ci, coulent celui-là. Martinet note quatre complots de Pierre Juillet : pas sûr qu'il n'en ait pas oublié.

Les trois S et Jean-Philippe Lecat ont su naviguer dans ces méandres et ces complots du palais. Ils en sont aujourd'hui récompensés. Demain, si Pompidou règne encore, ils pourront ajouter un chapitre à l'art d'être heureux en politique. Et puis, ils ont le sens des préséances. A l'époque du référendum, Stirn titrait ainsi une tribune libre du « Monde » : « De Guillaume le Conquérant à Georges Pompidou. » Sans commentaires.

Et surtout entre eux, qu'ils soient Républicains indépendants, centristes de gouvernement ou membres de l'U.d.r., les lignes de partage sont lâches. Ils sont, d'abord, des hommes de l'Elysée. En 1967, Soisson vient trouver Chirac et lui annonce qu'il tient à se joindre au combat sous les couleurs de l'U.n.r. Pompidou accepte, à la condition expresse que Soisson se présente sous l'étiquette Républicain indépendant, pour de sordides questions d'investiture. Soisson, pas sectaire, est toujours Républicain indépendant.

De même, aux législatives de 1968, Stirn se présente dans le Calvados comme Républicain indépendant. Le soir de sa victoire, Chirac lui téléphone de Paris et lui explique qu'il n'est pas question qu'il s'inscrive aux Républicains indépendants : Stirn s'inscrit à l'U.d.r.

C'est ainsi que l'on réussit une carrière politique sous la Ve République. On commence dans les cabinets ministériels, ceux des féaux de Pompidou — Chirac, par exemple — puis on se rend à l'Elysée cultiver ses contacts avec Juillet, enfin on rédige la réfutation du programme commun. Et on le compare froidement à « Mein Kampf », comme Stirn le 16 janvier à Sens. Puis on se rétracte lamentablement dans sa réponse au candidat du P.s. à Caen, Louis Mexandeau.

A défaut d'imagination, la réussite politique est à ce prix : être partout, tout le temps, l'homme-lige de l'Elysée. Etre, surtout, l'expression vivante du « système Pompidou », avec tout ce que cela suppose.

NICOLAS BRIMO

Un scandale de plus...

« Mme Edouard Dega tient jeudi à 11 heures une conférence de presse » : à cette annonce, un vent de panique a soufflé sur les milieux gaullistes. On les comprend.

Depuis 13 mois, l'inspecteur des Impôts Edouard Dega est en prison. Il n'a pas bénéficié, contrairement à un meurtrier comme Jean-Paul Tramoni, d'une mise en liberté provisoire. Pour justifier cette décision, le Parquet a avancé une foule de justifications, toutes contradictoires. Et qui n'ont convaincu personne.

Au cours de cette conférence de presse, Mme Edouard Dega devait lire un procès-verbal d'audition de son mari devant le juge d'instruction. Edouard Dega y donne le nom de six ministres ou anciens ministres et de deux hommes d'affaires, dont un avocat plus que connu. Ces personnages avaient fraudé le fisc et n'ont jamais été poursuivis.

Une telle révélation n'a pas fini de faire du bruit. Les noms prononcés sont importants. Et puis, il y a aussi le fameux scellé 9 où l'on trouve le nom de Jacques Chirac.

D'habitude peu prolixe sur les scandales, « France-soir » a consacré pourtant, lundi dernier, une demi-page pleine à l'affaire Dega. Ce n'est pas par hasard. Par tous les moyens, les gaullistes les plus haut placés, cherchent à désamorcer ce nouveau scandale. Mme Dega est submergée de menaces de représailles. Mais cette affaire est un peu trop grosse et il ne sera pas facile, pour le Pouvoir, de faire silence.

SPECIAL ELECTIONS

La Bretagne livrée aux pirates

De notre envoyée spéciale

Savez-vous ce qu'est une entreprise pirate ? Les Bretons, eux, le savent bien. Trop bien. L'entreprise pirate, c'est le cauchemar de la Bretagne. Quand une nouvelle usine vient s'implanter chez eux, les Bretons ne se font guère d'illusions. Ils savent ce qu'elle veut : trouver de la main-d'œuvre à bon marché. Alors, quand un industriel de Paris ouvre une succursale, dans le Finistère, par exemple, on sait déjà comment le qualifier : c'est un pirate. On sait déjà, aussi, ce qui va se passer : l'industriel va offrir des salaires de 800 F, peut-être même — ô miracle — de 900 F. Et, dans une région où le manque d'emplois se fait cruellement sentir, il va, évidemment, trouver du personnel.

Il suffit d'aller n'importe où en Bretagne pour vérifier que ce surnom n'est pas volé. A Morlaix, par exemple, dans le Nord-Finistère. Là, comme ailleurs, les pirates ont jeté l'ancre.

« Je travaille à l'Escale, un supermarché, dit une jeune fille de 18 ans. Je gagne 750 F par mois ». « Je gagne 700 F dans une petite entreprise de confection », dit une autre.

Comment en est-on réduit à accepter de tels salaires ? A Morlaix, agglomération de 26 000 habitants, la réponse est simple. Située le long du littoral de la Manche, au sud des monts d'Arrée, Morlaix est pourtant une ville qui connaît un certain développement économique. Entourée de communes rurales, elle est, au carrefour du Léon et du Trégor, un centre socio-économique relativement important.

Mais, comme un leitmotiv, le même refrain retentit partout à Morlaix : la région manque d'emplois. Et ceux qui sont offerts ne sont guère satisfaisants. « J'ai passé le baccalauréat l'an dernier, dit une jeune fille. Je suis restée quatre mois et demi sans trouver de travail. Maintenant, j'en ai un : je mets des fonds d'artichauts en conserve. » Dans ce département où le taux de scolarisation est le plus fort de France, on ne peut employer ses capacités. « Les jeunes qui ont une qualification ne trouvent pas d'emplois, confirme le maire socialiste de Morlaix, Jean-Jacques Cléach, qui sera suppléant du P.s. aux prochaines élections. Le lycée a ici 1 500 élèves, dont la moitié suit la section technique. Très peu arrivent à trouver du travail sur place. Le secteur tertiaire est très peu développé. Sans la manufacture des tabacs, qui emploie 500 personnes, et l'hôpital, qui donne du travail à environ 1 000 salariés, ce serait la catastrophe. D'après les Assedic, la région est un des départements bretons où la création d'emplois est la moins forte. »



Morlaix (Finistère).

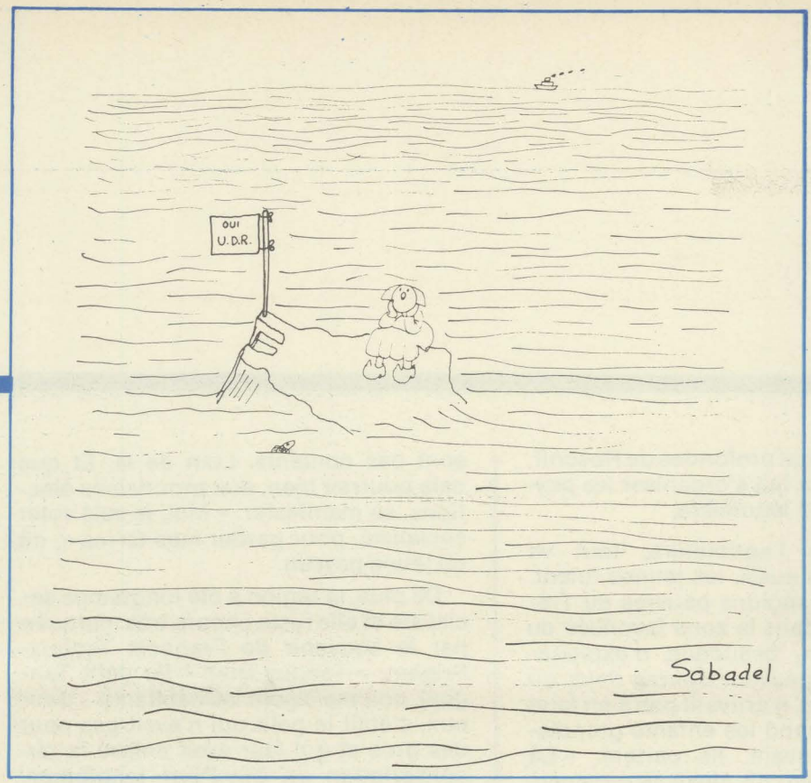
Pourquoi ? Pendant des décennies, les routes, les télécommunications, les moyens de communication ferroviaires et maritimes ont été délaissés. « La Bretagne se sent frustrée, dit le maire. Il n'y a pas une volonté du pouvoir central de la favoriser. La région est isolée, délaissée ».

Drôles de patrons

Conséquence inévitable : des salaires très bas. D'après la C.g.t., le salaire mensuel net d'une femme en Bretagne est de 760 F ; le salaire moyen d'un travailleur, de 1 100 F. De nombreuses demandes d'emploi restent insatisfaites. Des offres, aussi, ne trouvent pas preneur. « Ces offres ne sont d'ailleurs pas dues, dans la plupart des cas, à des créations d'emplois, dit un syndicaliste. Elles viennent de départs en retraite, par exemple. Et elles proposent presque uniquement des emplois très peu spécialisés. Dans le bâtiment, la plupart du temps. »

Alors, les jeunes du coin préfèrent partir. Depuis quelques années ils en ont assez. Représentés à l'extérieur depuis longtemps déjà comme de braves-gars-bourrus-un peu bêtes-mais bon cœur, ils font le complexe de Bécassine. Ils ne veulent plus accepter de faire des travaux abrutissants pour des salaires de misère, quand leur formation leur permet d'espérer mieux. La preuve : dans les chantiers navals de Brest, on propose surtout des emplois de tuyauteurs, de chaudronniers, de soudeurs. En janvier 1973, 600 offres restaient insatisfaites dans cette ville, d'après l'Agence nationale pour l'emploi. Pourtant, mille demandes restaient sans réponse. « La jeunesse s'enfuit, s'inquiète Jean-Jacques Cléach. Nous sommes parvenus au seuil critique. Si, dans les trois ou quatre années à venir, la situation n'est pas redressée, nous allons vieillir inexorablement. » Le ministère de l'Equipement et du Logement, dans une étude consacrée en 1972 à Morlaix et sa région, constate que 18,7 % de la population a plus de 65 ans (au lieu de 13,2 % en France) et que les jeunes de moins de 19 ans ne sont que 30 % (contre 32,2 % en France).

Et, comme si tout cela n'était pas suffisant, la région a le patronat le moins dynamique qui soit. La chambre de commerce de Morlaix s'est livrée dernièrement à une enquête dans la région. Elle est édifiante. Neuf affaires sur dix emploient quatre personnes au maximum — en comptant le patron et, souvent, sa femme. Plus de la moitié de ces patrons ont le même but : « Gérer tranquillement notre affaire sans trop se compliquer la vie et se maintenir en attendant des jours meilleurs. » La moitié n'ont fait aucun investissement dans leurs entreprises au cours des cinq dernières années, 70% n'ont aucun projet pour les années à venir et 40%, s'ils gagnaient 100 millions, les dépenseraient





Marie Jacq, candidate du P.s. à Morlaix.

pour eux ou leur famille. Moyenne d'âge de ce patronat enthousiaste : 67 % ont plus de 45 ans.

A côté de ce marasme, la situation de l'agriculture est presque enviable. La zone légumière, au nord-ouest de Morlaix, située dans la zone favorisée du Léon, le long de la côte, autour de Saint-Pol-de-Léon, constitue la vraie richesse de la région. Certes, l'agriculture a sa zone pauvre, où les gens meurent lentement, dans les monts d'Arrée, surnommés « la Montagne » : là, les paysans vivotent grâce à l'élevage dans des fermes trop petites, peu rentables. Mais, au nord, où l'on cultive de façon intensive artichauts et choux-fleurs, la terre rapporte. Depuis cinq ans, ces activités ont fait un bond fantastique.

« Il y a cinq ans je faisais un peu de tout, raconte un jeune agriculteur de 27 ans : des cochons, des vaches laitières, des choux, des pommes de terre. J'avais une petite maison et une voiture. Et puis, je me suis spécialisé dans la production de porcs. Aujourd'hui, j'ai 50 truies qui me donnent 1 000 porcs par an. Je fais à la fois le naissage et l'engraissage ; c'est-à-dire que, d'une part, j'élève les truies et les porcelets et que, d'autre part, j'achète des porcelets que je mène à 100 kg. » C'est une ferme moyenne. Aujourd'hui, cet agriculteur possède deux voitures, se fait construire une maison et gagne, les bons mois, 3 000 F.

A 850 F par mois

A l'origine de ce relèvement, une volonté déterminée qui a fait, de l'agriculture bretonne, l'agriculture la mieux organisée de France. Il faut aller au marché de Kerisnel, à 800 mètres de Saint-Pol-de-Léon, pour voir comment des producteurs sont arrivés à reprendre le dessus. Le marché de Kerisnel, surnommé le « marché au cadran », n'a rien du marché de village où l'on « tope » dans les cafés entre deux coups de gnôle. C'est un marché scientifique qui est né d'une idée très simple : quand il y a surproduction de choux-fleurs, par exemple, les acheteurs en profitent pour faire tomber le cours. Il faut donc créer un organisme de mise en marché.

Tous les matins, depuis douze ans, les négociants — une quarantaine lundi dernier — se réunissent dans l'immense salle vitrée du marché de Kerisnel. Chacun y a sa place, sur des gradins, et son pupitre équipé d'un bouton blanc. A 9 h, les enchères commencent. Elles sont dégressives. Sur un immense cadran, en face des gradins, une aiguille indique le prix de mise en vente du jour ; par exemple, 1,60 F la tête de chou-fleur. Et les tracteurs — au nombre de 40 les

→

Somme: Retour à gauche

La Somme est un des points de mire de cette campagne électorale. Mais la plupart des journalistes qui sillonnent le département s'intéressent d'abord à Abbeville, c'est-à-dire à la situation nouvelle créée par le fait que, pour la première fois depuis 1936, Max Lejeune n'est plus candidat du Parti socialiste.

Aussitôt après l'exclusion de Max Lejeune, une nouvelle section socialiste s'est reconstituée à Abbeville. Elle compte déjà une quarantaine de membres, qui sont engagés dans la campagne autour de Joseph Menga, 40 ans, venu du Pas-de-Calais voisin, mais dont l'accent chantant rappelle les origines méridionales. Menga dit lui-même que la bataille dans laquelle il s'est engagé est « démesurée ». Mais cela ne fait pas peur à ce militant qui en a vu d'autres.

La dissidence des amis de Max Lejeune n'a eu, en fin de compte, que de faibles répercussions dans la circonscription. Elle n'en a eu aucune dans les circonscriptions voisines où, sous la direction de Dominique Taddéi, l'ensemble des responsables du Parti socialiste s'étaient depuis longtemps désolidarisés des orientations centristes du maire d'Abbeville.

C'est d'ailleurs à partir de leurs positions unitaires que les candidats socialistes marquent des points dans leur campagne. Ainsi par exemple pour Michel Thorelle, instituteur à Péronne, et plus encore peut-être pour Jacques Fleury, 31 ans, avocat, qui donne l'assaut, à Montdidier, à l'U.d.r. sortant Massoubre — lequel s'est soudain souvenu de sa circonscription à la veille des élections.

Fleury s'est donné pour tâche de visiter systématiquement les 200 communes de la circonscription et de prendre contact avec leurs habitants. Ceux de Rozière, entassés dans la salle paroissiale, qui n'avait jamais vu une telle affluence, lui ont fait lundi soir un accueil chaleureux avec Claude Estier, qui était venu le soutenir. Dans la salle, des agriculteurs, des petits commerçants, des ouvriers, qui posent les questions classiques sur ce que fera la gauche au pouvoir.

La gauche qui n'a conservé en 1968 que le siège de René Lamps à Amiens et celui de Max Lejeune, mais qui pourrait bien, cette fois, emporter quatre au moins des cinq circonscriptions de la Somme.

A.V.

Col. Jean Jaurès

La Bretagne livrée aux pirates

→

jours de petit marché, de 200 les jours importants — qui attendaient devant l'entrée du hangar, rangés sur deux files, commencent à défiler sous le cadran. Là, tout se passe à une vitesse ahurissante. L'aiguille descend vers 1 F et, quand un négociant veut acheter à 1,20 F par exemple, il appuie sur son bouton. Impossible, avec ce système, que des acheteurs se concertent pour faire baisser les prix : d'autres peuvent appuyer avant eux sur leur bouton. Et acquérir le chargement du tracteur.

Comment une telle organisation est-elle possible ? Grâce à un groupement très puissant, la Sica (Société des intérêts collectifs agricoles), qui réunit les deux tiers des exploitants agricoles de la région. Composée surtout de jeunes agriculteurs, la Sica a donné aux exploitants les moyens de faire face : si un agriculteur ne vend pas sa production, ceux qui ont vendu la leur paient pour lui. A l'origine de cette société, un homme dont on ne peut pas, dans la région, ne pas entendre parler : Alexis Gourvenec. Pour les gens du coin, c'est l'homme du réseau routier breton, dont la promesse a été arrachée au gouvernement en octobre 1968. L'homme du nouveau port en eaux profondes de Roscoff. Bref, celui qui a fait s'organiser les paysans de la zone légumière.

Alors, dans l'agriculture, tout va bien ? Non. Là aussi, les jeunes fuient. Ils quittent les régions pauvres du Trégor, et même dans la zone favorisée du nord du Léon, beaucoup d'exploitations, si elles peuvent nourrir deux ou trois personnes, n'arrivent pas à en faire vivre cinq : quand les enfants grandissent, bien souvent, ils partent. « Le problème breton, dit Alexis Gourvenec, qui se défend de prendre position politiquement, c'est celui du développement de l'activité secondaire et tertiaire, pour prendre le relais de l'agriculture et de la pêche. Car, que cela plaise ou non, il y aura de moins en moins d'agriculteurs et de marins pêcheurs, sous quelque régime que ce soit. Nous souhaitons une industrie aussi élaborée que possible, afin que les emplois soient correctement rémunérés. Ce n'est pas avec des emplois à 850 F par mois qu'on résoudra le problème breton. »

Et, une fois de plus, on retombe sur les mêmes problèmes. Une fois de plus, on se rend compte que les Bretons, ouvriers, agriculteurs, ou commerçants, ne sont pas contents. Loin de là. Et que cela pourrait bien, aux prochaines élections, se manifester. « Moi, je vais voter socialiste, pour garder mes terres », dit un jeune paysan.

De plus, la région a été longtemps socialiste et elle reste encore très marquée par le souvenir de François Tanguy-Prigent, « Tanguy-Bian » (le petit Tanguy), comme disent les habitants : pour eux, c'était le petit qui n'avait pas peur des gros et qui leur avait enlevé la circonscription en 36. Pour longtemps. Dernièrement, certes, l'U.d.r. Pierre Lelong a été élu député en 1968 : là comme ailleurs, la grande peur avait fait son effet.

Mais, peu habile, accumulant gaffe sur gaffe, ce jeune loup pompidolien, qui pense régler tous les problèmes en homme de dossiers, ne plaît guère dans la région. Et il a en face de lui une candidate avec qui il devra compter : Marie Jacq, socialiste, maire de la petite commune d'Henvic depuis 1965. Agée de 53 ans, mère de deux grands enfants, Marie Jacq est ce qu'on peut appeler une femme dynamique. En plein Léon catholique, conservateur et riche, elle s'est taillé à Henvic un petit fief socialiste. Et, même chez ses adversaires, on admet qu'elle y a fait de l'excellent travail, que sa commune va de l'avant.

« Je ne crois pas que le fait que je sois une femme constitue un obstacle, dit-elle. Depuis que je milite, je n'ai jamais eu de problème de ce côté-là, j'ai toujours eu la chance d'évoluer dans un milieu qui n'hésite pas à confier des responsabilités à une femme. » Et pour les gens de la région, Marie Jacq, comme son suppléant le Dr Cléach, a une grosse qualité : elle a déjà fait ses preuves. On a trop souffert, en Bretagne, de la « trahison des notables » pour ne pas apprécier cela à sa juste valeur.

Trois signes en tout cas sont révélateurs, à un mois des élections. Lundi soir, plus de 3 000 personnes s'entassaient dans la petite salle des sports de la place du Pouliet, au meeting animé par François Mitterrand. Le même jour, les R.g. qui « sondent » la région donnaient leur pronostic : Marie Jacq élue au 2e tour. Morlaix n'échapperait donc pas à la poussée générale du Parti socialiste à qui le prochain sondage régional de l'Ifop accorde un pourcentage de 24 % pour l'ensemble des départements bretons.

MICHELE BACKMANN

Lille : l'ombre de Salengro

Il y a sept ans, il n'avait manqué que 2 000 voix à la candidate de la gauche — Rachel Lempereur — pour triompher dans la 2e circonscription de Lille ; 2 000 voix que le candidat socialiste de mars prochain, Pierre Mauroy, compte bien reprendre à l'U.d.r.

Quelqu'un ne s'y est pas trompé : le vainqueur U.d.r. de 1968, Pierre Billecocq, actuel secrétaire d'Etat à la Coopération, qu'effraie un combat auquel la personnalité de Mauroy donne une dimension nationale. Billecocq a préféré émigrer un peu plus loin — à La Madeleine — laissant à sa place un commerçant, Hubert Rocher.

Face à ce candidat U.d.r. un peu perdu sans son ministre, face au « réformateur » Claude Catesson, qui ne peut guère compter que sur la clientèle réduite du Centre démocrate — malgré sa récente manœuvre : la démission d'un de ses amis au conseil municipal, empêchant Mauroy d'être maire de Lille avant mars — le candidat socialiste est optimiste. Il compte, pour l'emporter, sur l'ardeur retrouvée du Parti socialiste dans le Nord. Aux côtés de François Mitterrand, Pierre Mauroy a été l'un des artisans du renouveau socialiste. En faisant accepter par sa fédération — 10 000 militants actuellement dans le Nord — la stratégie du programme commun de gouvernement avec les communistes, il a donné un surcroît de dynamisme au Parti socialiste du Nord. Un récent sondage montre qu'il est sur la bonne voie, puisque le Parti socialiste devrait mobiliser 29 % de l'électorat du département. Mauroy devrait donc, en mars prochain, redonner au Parti socialiste le siège de Roger Salengro. Les querelles des municipales de 1971 sont oubliées et, au second tour, Mauroy doit bénéficier sans réserve des voix d'Albert de Boschère, le candidat communiste.

Avec la quatrième circonscription de Lille — Arthur Cornette, député entre 1962 et 1968, devrait retrouver son siège — et la deuxième, le Parti socialiste va consolider ses positions à Lille.

C.V.

Ils tournent en rond

Ils vont par trois. Les trois P., Peyrefitte, Poniatowski, Poudevigne, qui tiennent une « conférence de presse » où les journalistes, stupéfaits, se voient interdire de poser des questions ; et les trois S., Stasi, Stirn, Soisson, chargés d'écrire un livre pour dénoncer « le piège » que serait le programme commun de la gauche.

Ils vont par trois et ils tournent en rond. Toujours à la recherche de l'argument-massue qui leur permettrait enfin d'arracher à la gauche l'initiative qu'elle n'a cessé d'avoir dans la bataille politique actuelle.

A dire vrai, ils ne paraissent pas l'avoir trouvé. Comme dit « le Monde », en rendant compte de cette singulière conférence de presse, « les leaders de la majorité n'ont guère renouvelé leurs arguments de campagne ». C'est le moins que l'on puisse dire.

Ces leaders de la majorité — comme d'ailleurs ceux du Mouvement « réformateur » — avaient tout prévu, sauf que le programme commun allait déclencher un tel courant en faveur de la gauche et que, dans ce courant, la poussée du Parti socialiste serait particulièrement sensible.

Tout leur raisonnement rejoignait celui développé par Alain Peyrefitte il y a exactement deux mois et fondé sur l'histoire du lapin et du cobra : dans l'alliance de la gauche, le Parti socialiste était voué à être dévoré par son partenaire communiste. Il suffisait donc d'agiter le spectre du « camp de Prague », des chars soviétiques à Paris — comme l'a encore fait Alexandre Sanguinetti à la télévision, face à François Mitterrand — pour que les Français, effrayés, se jettent à nouveau dans les bras de la majorité.

Mais cet anticommunisme grossier est demeuré sans effet et nul n'a cru que, dans le contrat scellé le 27 juin dernier, le Premier secrétaire du Parti socialiste occupait la place du mort.

La majorité a alors, un instant, changé son fusil d'épaule — ce fut le discours de Pierre Messmer à Provins, le 7 janvier — et entrepris d'attaquer, chapitre après chapitre, le programme commun. Mais, par l'excès même de ses attaques, elle n'a réussi qu'à le valoriser, et cela d'autant plus qu'elle n'a su lui opposer que des promesses improvisées et inspirées, pour l'essentiel, des propositions de la gauche.

Les jours passant, le ballet de la majorité a pris cette semaine une nouvelle forme, esquissée mardi par l'ineffable Peyrefitte, qui n'en est plus à une contradiction près. Puisque, décidément, il est bien difficile d'empêcher la progression des socialistes — enregistrée par les derniers sondages dans le Nord et en Alsace, et qui le sera la semaine prochaine en Bretagne — le secrétaire général de l'U.d.r. entreprend de leur faire des sourires.

Ces « sociaux-démocrates » dont Jacques Dominati, « penseur » giscardien, n'hésite pas à écrire qu'ils sont des « aventuriers dévoyés », Peyrefitte, lui, les trouve soudain fort convenables. Il se sent brusquement issu de la tradition de Jaurès et de Blum et se verrait très bien siégeant dans un gouvernement aux côtés de Gaston Defferre et d'André Chandernagor.

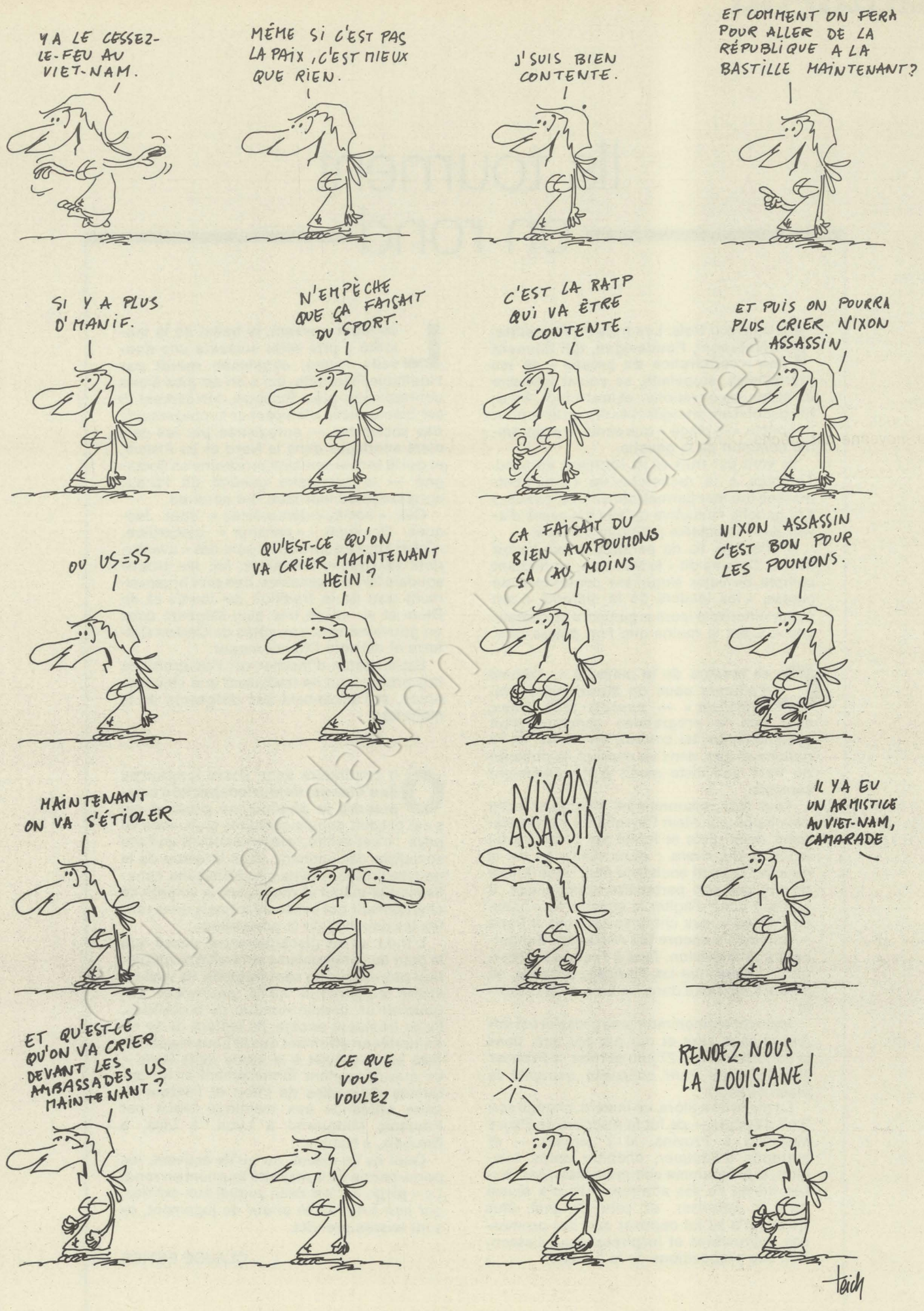
Est-il besoin d'insister sur l'absurdité de tels propos, qui ne traduisent que l'incohérence, et l'affolement des dirigeants de la majorité ?

On continuera sans doute longtemps de s'étonner de leur incapacité à comprendre le phénomène profond qui s'est produit depuis quelques mois dans ce pays : c'est-à-dire, la résurrection d'un Parti socialiste déclenchant, dans le cadre de la gauche unie, une dynamique nouvelle, canalisant elle-même et renforçant la volonté de changement qui existe désormais dans toutes les couches de la population.

L'U.d.r. et les giscardiens ont pensé que la peur du communisme suffirait à perpétuer leur pouvoir. Ils se sont trompés. Ils veulent croire aujourd'hui qu'ils pourraient débaucher un certain nombre de socialistes. Ils se trompent encore. Ils tentent de se réconforter en affirmant que la poussée socialiste est « le sujet à la mode dans Paris », ce que démentent formellement et les enquêtes régionales de l'Ifop et l'extraordinaire affluence aux meetings tenus par François Mitterrand à Lyon, à Lille, à Roubaix, à Nantes.

Quoi qu'ils disent, ou qu'ils écrivent, les porte-parole de la majorité tournent en rond. Le « piège », c'est celui auquel eux-mêmes, par leur formidable erreur de jugement, se sont laissés prendre.

CLAUDE ESTIER



© Fondation Jean-Jaurès

A contre-pied

Messmer souffre de calculs

Le mystère des 2 000 crèches promises par Pierre Messmer à Provins est élucidé par la « Lettre de l'Expansion » de cette semaine. Quand Messmer préparait son discours, ses services recensèrent tout ce qui, dans le VIe Plan, pouvait être mis en exergue. Le Plan prévoit 12 000 lits nouveaux, à raison de 60 lits en moyenne par crèche. Dans la hâte, la division de 12 000 lits par 60 a donné 2 000 crèches... au lieu de 200. Le chiffre a été transmis à Messmer. Celui-ci ne se rendit bien sûr pas compte de l'énormité de la dépense que cela représentait, et fit sa surprenante annonce.

Comme dirait Messmer : le programme de la gauche, ce n'est pas sérieux.

Battre la majorité

Deux informations intéressantes dans la même page du « Monde » de lundi. La première rapporte une déclaration de Jean-Jacques Servan-Schreiber affirmant que « les deux objectifs des réformateurs sont de battre la majorité le 4 mars et de s'opposer à la coalition socialo-communiste le 11 mars ».

Juste au-dessus, cette autre information : le même Servan-Schreiber a fait savoir que le député Républicain indépendant de Briey bénéficierait de son soutien et que le député U.d.r. Maurice Lemaire ne se verrait pas opposer de candidat « réformateur ».

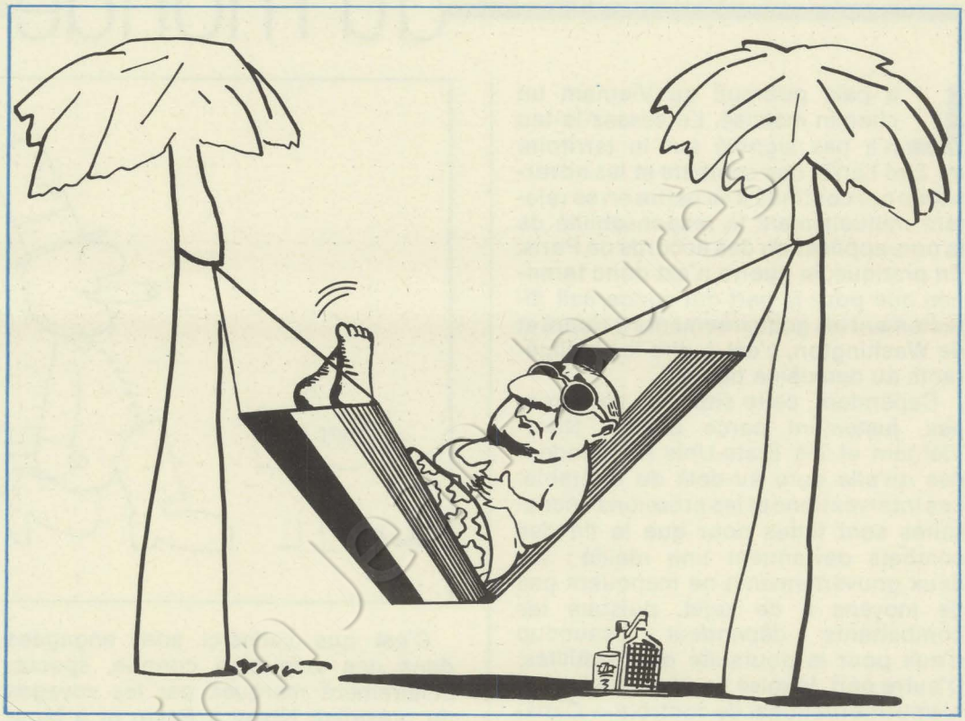
Curieuse façon de « battre la majorité » !

Le gouvernement et l'éducation populaire

A la suite de la décision gouvernementale de supprimer toute subvention aux Clubs de loisirs et d'action de la jeunesse (Claj) et au mouvement Vie nouvelle, ces deux organisations ont riposté par une conférence de presse commune. Ils y ont réclamé les moyens dont ils ont besoin pour accomplir leur mission d'éducation populaire et affirmé leur droit de « faire de la politique », une politique liée à tous les aspects de la vie quotidienne et qui n'est pas la propriété de quelques spécialistes.

Les étudiants votent

Près de 200 000 étudiants de la région parisienne devaient élire, la semaine dernière, leurs représentants aux Oeuvres universitaires, qui gèrent notamment près de 70 restaurants. Malgré la présence de 12 listes, beaucoup d'étudiants ignoraient même jusqu'à l'existence de ces élections, ce qui peut expliquer la très faible participation : moins de 10 %. L'Unef arrive largement en tête avec 39 % des voix et obtient 4 sièges sur 9, suivie par le Marc (13 % des voix et un siège). Même indifférence apparente pour les élections aux conseils d'U.e.r., qui ont lieu actuellement dans toute la France. A l'université de Paris X, par exemple, la participation est tombée de 27 % en 1971 à 20 % cette année.



France, terre d'asile

Sergio Ardau est un des derniers témoins directs gênants encore vivants de l'affaire Valpreda. C'est pourquoi aujourd'hui, alors que la vérité a éclaté sous la pression de l'opinion publique italienne, innocentant Valpreda et accusant les véritables responsables des attentats de Rome et de Milan du 12 décembre 1969 — qui avaient fait 16 morts et 113 blessés — Sergio Ardau va être contraint de quitter la France où il s'était réfugié pour ne pas subir le sort de tous les témoins de l'affaire : disparus mystérieusement, victimes « d'accidents » ou plus simplement « suicidés », comme le libertaire Pinelli.

Aujourd'hui, au mépris de sa sécurité et de sa vie, et sans aucun motif, alors qu'il mène une vie calme et travaille depuis un an comme commis de gare à la S.c.e.t.a., le gouvernement français vient en effet de lui notifier un refus de séjour, en contradiction flagrante avec le mythe « France, terre d'asile » qu'il répand par ailleurs.

Socialistes au Vietnam

Le représentant à Paris du Parti socialiste uni du Vietnam, Nguyen Than Son, vient de publier une déclaration dans laquelle il demande que les dispositions de l'accord qui vient d'être conclu soient mises en application sans délai « dans l'esprit de réconciliation et de concorde nationales ». Il ajoute : « Le gouvernement Nguyen Van Thieu, qui intensifie actuellement sa campagne de répression aveugle contre toutes les forces luttant pour la paix, la démocratie et la réconciliation nationale, constitue le dernier obstacle à la paix et doit être remplacé. »

« Société recherche représentants confirmés pour diffusion produit exclusif. Connaissance mouvement ouvrier nécessaire. Téléphoner : 887.03.57. »

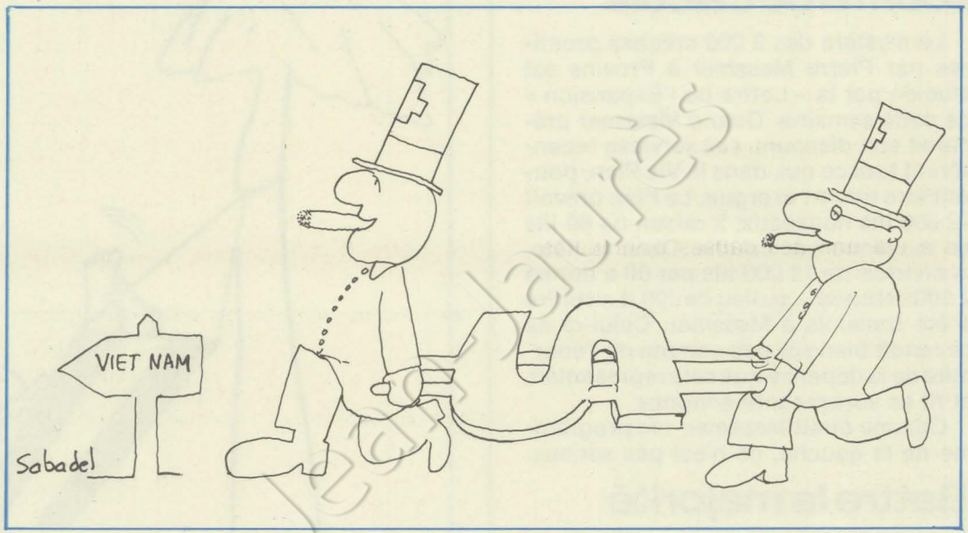
La fin du gendarme du monde

La paix poursuit au Vietnam un chemin malaisé. Le cessez-le-feu n'a pas signifié sur le territoire du Sud l'arrêt des combats et les adversaires ont continué à se battre en se rejetant mutuellement la responsabilité de la non-application des accords de Paris. En pratique, la guerre n'est donc terminée que pour la part qui concernait directement les gouvernements d'Hanoï et de Washington, c'est-à-dire les belligérants au deuxième degré.

Cependant, cette situation ne durera pas, justement parce que le Nord-Vietnam et les Etats-Unis n'entendent pas qu'elle dure au-delà du tolérable. Les interventions et les pressions nécessaires sont faites pour que la fin des combats deviennent une réalité : les deux gouvernements ne manquent pas de moyens à ce sujet, puisque les combattants dépendent beaucoup d'eux pour la poursuite des hostilités. D'autre part, la mise en place de l'organisme international de contrôle — Canada, Indonésie, Hongrie et Pologne — demande du temps avant que l'action des « protecteurs de la paix » puisse devenir efficace dans l'imbroglio militaire qui caractérise l'état des choses au Sud. Il est donc probable que, dans quelques jours, le cessez-le-feu deviendra total. Sous réserve, évidemment, des inévitables bavures qu'on a déjà connues en d'autres points chauds du monde.

Les deux voies

La différence cependant avec ces autres foyers de conflits — par exemple, le Moyen-Orient — c'est que le règlement politique de la crise ne doit pas tarder. La conférence internationale prévue par les accords de Paris s'ouvrira avant la fin du mois de février et cette mise en œuvre d'une des pièces importantes de l'accord va contribuer à stabiliser la situation. Au-delà de l'atrocité des événements actuels et de l'injustice des morts supplémentaires, l'intérêt des gouvernements est de liquider le plus rapidement possible le foyer vietnamien. Or la conférence internationale n'est plus seulement l'affaire des combattants de Saïgon et du Vietcong : elle regarde aussi, outre les Etats-Unis et le Nord-Vietnam, les membres du Conseil de sécurité et, notamment, la Chine et l'U.r.s.s. Le règlement du conflit est aujourd'hui, ouvertement, l'affaire des grandes puissances.



C'est que celles-ci sont engagées dans une voie bien connue, spectaculairement marquée par les voyages du président Nixon à Pékin et à Moscou. Pour le continent européen, on sait que cette voie a deux directions parallèles : l'une qui conduit à la Conférence européenne de sécurité, l'autre qui doit aboutir à la réduction des forces en présence de part et d'autre de l'ex-rideau de fer. Cette pression en faveur de la négociation est si forte que l'actuel gouvernement français a été amené à reconsidérer sa traditionnelle position d'abstention ; et que la rencontre Brejnev-Pompidou permet de prévoir une participation de notre pays aux conversations sur la réduction des forces. Le nouvel équilibre mondial, souhaité depuis plusieurs années déjà par les grandes puissances, est devenu une perspective raisonnable. Dans ces conditions, l'épine vietnamienne doit être totalement extirpée.

Elle l'est déjà pour les Etats-Unis qui, au-delà des bavardages moralisateurs de leurs dirigeants, pratiquent une politique d'un réalisme brutal les conduisant à ne jamais faire les choses à moitié dès lors que la décision est prise. La décision de Richard Nixon de supprimer la conscription est, de ce point de vue, un geste hautement symbolique, plus important par son effet psychologique que par ses conséquences pratiques immédiates. Elle marque spectaculairement qu'une page de l'histoire des Etats-Unis est tournée, celle pendant laquelle toutes les affaires des autres étaient considérées comme des affaires américaines.

Ce qui ne signifie pas la neutralité des Etats-Unis, luxe qui n'est plus à la portée de la première puissance mondiale. Mais ce qui signifie, en revanche, que le temps du gendarme international est terminé et que Washington n'entend plus assumer tout seul ce rôle ingrat. La collaboration — qui n'exclut pas la prudence, sinon la méfiance — avec les grands du mouvement communiste est à l'ordre du jour et, plutôt que de poursuivre dans la voie des affrontements et des surenchères, les Grands envisagent avec intérêt de prendre celle de la coresponsabilité. Cette forme moderne de la Sainte Alliance comporte bien des aspects conservateurs qui choqueront les esprits les plus entiers, mais la contrepartie est qu'il s'agit aussi de conserver la paix.

Soubresauts

A Moscou, le soulagement est grand. On y a fait preuve d'une immense patience que ni les atteintes contre des navires soviétiques dans le port d'Hanoï, ni la reprise des bombardements à la fin de l'année dernière n'avaient pu entamer. Avec quelle sérénité Leonid Brejnev avait accueilli ces nouvelles ! Une sérénité qui aurait dû faire réfléchir ceux plus décidés à suivre les événements au jour le jour qu'à en saisir la signification générale. L'Union soviétique s'en était remise à Nixon pour un règlement du drame vietnamien et à aucun moment la certitude des dirigeants soviétiques n'a été ébranlée.

Derrière cette attitude des deux plus grandes puissances, il faut bien aperce-

voir l'intervention de puissantes nécessités économiques. Pour les Etats-Unis, la poursuite de la guerre présentait à première vue des avantages dans ce domaine, puisqu'une partie importante de l'économie américaine en vivait. Cependant, les inconvénients sont apparus bien supérieurs aux avantages : le poids de l'interventionnisme militaire américain a été une des causes principales de la démolition de la valeur d'une monnaie devenue la référence du commerce international. Le désengagement des Etats-Unis en matière militaire est aussi un des éléments de la lutte de Nixon pour rétablir la suprématie du dollar.

A Moscou existent des préoccupations identiques. On en connaît les plus généreuses, celles qui touchent à l'élévation du niveau de vie des peuples soviétiques. On apprécie moins le fait que l'U.r.s.s. s'estime obligée de pratiquer cette politique de détente intérieure tout en maintenant au plus haut niveau son potentiel militaire — non seulement parce qu'il lui faut maintenir un certain équilibre de puissance avec les Etats-Unis, mais encore parce qu'elle continue à être animée de la plus grande méfiance à l'égard de la Chine. Ce ne sont pas seulement des arguments de négociation qui ont été avancés par Moscou dans les conversations préliminaires sur la réduction des forces en Europe, lorsque l'U.r.s.s. a opposé, aux observations occidentales sur l'éloignement géographique américain et la proximité soviétique, les nécessités de la protection de la Sibérie. Plus du tiers des forces militaires de l'Union soviétique est actuellement échelonné le long de la frontière chinoise, c'est-à-dire sur un deuxième front qui rappelle celui ouvert contre les Japonais dans les années trente et si heureusement fermé lors de l'attaque nazie de juin 1941.

En face de tels besoins, que pourraient peser les exigences des parties encore en conflit au Sud-Vietnam ? Bien peu. Nixon a montré au général Thieu la plus grande considération possible, y compris avec la vie de plusieurs milliers d'habitants d'Hanoï massacrés au moment du dernier Noël. Il n'ira pas plus loin. Le Nord-Vietnam et l'U.r.s.s. ne remettront pas non plus en cause un accord qui leur convient. La tâche de l'opinion internationale est donc maintenant de réduire à leur plus simple expression les derniers soubresauts de cette guerre de trente ans.

CLAUDE FUZIER

Salut au Vietnam

Cessez-le-feu au Vietnam. L'héroïsme du peuple vietnamien, et sa foi révolutionnaire, ont triomphé des puissants robots américains. Elle finira bien par finir, la sale guerre. La terre aux peuples qui l'habitent. Le pouvoir à ces peuples. Fantoches du Sud, habillés de dollars, maquillés de napalm et de bombes à billes : attention, Thieu, la roue va tourner.

par Pierre Bourgeade

Unanimité, dans le monde, pour saluer la fin des combats. Une voix bouffonne, dans le nombre : la voix de « la France ». Maurice Schumann affirme que la France a toujours souhaité qu'intervienne une solution juste en Indochine ! On rêve. Celui qui parle, aujourd'hui U.d.r., hier M.r.p., fut leader du parti qui lança la France dans la sale guerre, et qui l'y maintint, au nom d'intérêts qu'il n'avouait pas : les grandes sociétés colonisatrices et leurs instruments (quadrillage militaire, missions).

Certes, dans les premiers temps de la IVe République, la vieille S.f.i.o. se trouva associée au gouvernement, à ceux qui voulaient cette guerre. Erreur historique dont le Parti socialiste a tiré la leçon : impossible de partager le pouvoir avec des forces politiques dont les options fondamentales sont telles. Ces forces agissaient, en Indochine, au nom du « libéralisme », qu'elles professent encore aujourd'hui. « Laissez faire, laissez passer ». Et bien sûr, aussi : laissez tuer.

La guerre voulue par ces « libéraux » a commencé par le bombardement d'Haïphong, décidé par une poignée de militaires et équivalant à cent Guernica. Elle s'est achevée à Dien-Bien-Phu, non sans que les amis politiques de Schumann aient tout fait pour que les Américains interviennent, au besoin avec l'arme atomique tactique, pour sauver le corps expéditionnaire. Si le Vietnam existe encore, ce n'est pas à cause de ces hommes. C'est malgré eux.

Au Vietnam, aujourd'hui, les Etats-Unis ne sont pas les seuls vaincus. Ce qui a succombé avec eux, c'est une conception de l'homme : conception selon quoi l'homme blanc est le modèle universel, et doit être le dominateur de tous les hommes. Idée à quoi beaucoup ont cru, mais idée fausse, puisque brisée par les faits. Les moyens fantastiques dont dispose l'homme blanc dans la plus puissante nation du monde n'ont pas fait qu'il puisse imposer sa volonté au Vietnam. L'universalité a changé de camp. Défaite de l'homme blanc : victoire de tous les hommes.



Duhamel, patron de combat

Louis Balsan, conservateur des antiquités et des objets d'art de l'Aveyron, vient d'être démis de ses fonctions. Plus exactement, son contrat n'a pas été renouvelé. Licencié, en quelque sorte, par son ministre — celui des Affaires culturelles. Non pas pour faute professionnelle, la lettre de « rupture » qu'il a reçue est claire : « Vous avez exercé ces fonctions depuis 1963 avec beaucoup de compétence et je tiens à rendre hommage à l'excellent travail que vous avez fourni ». Balsan a perdu sa fonction et son titre pour avoir déplu. Pas à son ministre. A un autre. Non pas qu'il ait le nez de travers — on n'en est pas là — mais par ses textes. Il a osé prendre position contre Michel Debré, écrire que l'annexion du Larzac par l'Armée était aberrante. Et déclarer qu'il était de son devoir de défendre le Larzac et que si l'Armée obtenait d'agrandir son camp, elle « massacrerait » les sites archéologiques que le plateau recèle.

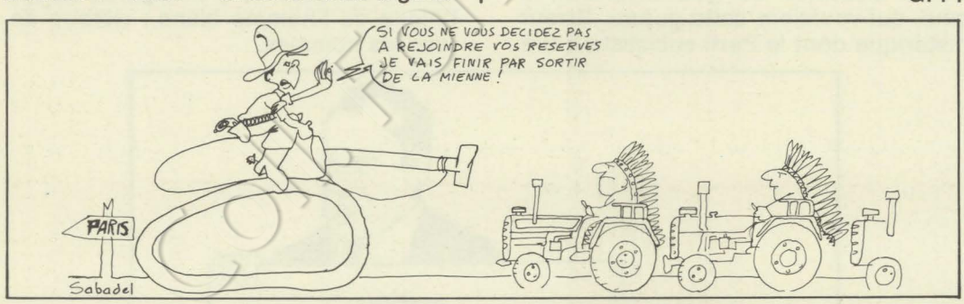
Pour sa part, Jacques Duhamel, le ministre de tutelle de Balsan, ne se serait jamais permis de sanctionner qui que ce soit pour avoir exprimé une opinion différente de la sienne. Ne vient-il pas d'écrire : « Rien — et dans notre régime cela est normal — rien n'a été fait pour empêcher la libre expression » ? Malheureusement, il y a les rigueurs de la solidarité gouvernementale. Malgré sa grandeur d'âme, Duhamel n'a pas pu résister.

Debré — qui ne s'est jamais fait remarquer par son libéralisme — doit avoir depuis quelque temps une « fixation » sur le Larzac. Ne se trouve-t-il pas que les quelques centaines d'habitants de ce Causse refusent de lui obéir ? Que les Aveyronnais leur emboîtent le pas ? Lui qui a presque fait don de sa personne à la France et à de Gaulle — à moins que ce soit à de Gaulle et à la France — ridiculisé par des bergers ! Et, pardessus le marché, un conservateur des antiquités se permet de donner raison aux paysans, et dans la presse ? D'accord, il ne s'est pas prévalu de son titre. Mais cela peut se savoir.

Heureusement pour Balsan, les antiquités ne dépendent pas de la Défense nationale. Sinon il se serait retrouvé au trou. Debré, qui a certainement horreur des intellectuels — ces empêcheurs de tourner en rond qui, à deux, font du bruit comme douze — est allé se plaindre à Duhamel, l'intellectuel-en-chef actuellement de service. Celui-ci en a parlé à un de ses directeurs. La préfecture, qui depuis le début de l'affaire fait impair sur impair, a laissé faire. Et les Affaires culturelles ont décidé de ne pas conserver le conservateur.

Debré, qui, il y a deux semaines, a dû remercier son collègue de l'Intérieur, Raymond Marcellin, d'avoir empêché les paysans du Larzac de venir en tracteur jusqu'à Paris — on n'a pas idée de choisir un tel moyen de locomotion — s'apprête à remercier Duhamel. Ce dernier doit être à la torture, pris qu'il est entre sa grandeur d'âme, sa sensibilité, son libéralisme et les dures réalités de l'exercice du pouvoir. Mais n'est-ce pas là le drame constant de l'intellectuel ?

G. P.



L'été sera doux. Sur les femmes, beaucoup de blanc, des imprimés pastels, taille fine et des blousants, mousseline et soie qui dansent. C'est la « jeune femme encore plus féminine » que les 25 grands couturiers de la haute couture parisienne viennent de nous présenter. 700 journalistes, des acheteurs, des commissionnaires et les femmes les plus en vue de la « high society » comme jurés. Rites figés d'une société en train de mourir.

Pourtant, des ateliers aux cabines, du modéliste à la « première », pendant deux mois, on s'est battu pour le triomphe. Car pour le « petit personnel » un simple demi-succès signifie la fermeture d'un atelier. La liste est longue : fiasco de Heim en 1969. L'année précédente, Balenciaga fermait et Lanvin supprimait quelques ateliers. Difficultés chez Balmain et licenciements chez Guy Laroche.

Pourtant, 5 milliards de chiffres d'affaires d'articles griffés — dont 65 % à l'exportation — ce n'est pas si mal. 5 milliards qui se répartissent pour 40 % en parfums, 20 % en accessoires, 40 % en haute couture et prêt-à-porter. Le mot est lâché : prêt-à-porter. Né en 1949 du « ready to wear » américain, il prend la relève de la confection. De qualité meilleure, influencée par les tendances du moment, cette nouvelle industrie propose les modèles inspirés des grands couturiers. C'est la petite couturière qui travaille en série. On parle démocratisation, progrès social ; mais aussi « mode de masse » face à une « mode de caste ». Parce que qui dit mode, pense aussi : vite démodé, c'est la valse des garde-robes. S'il a pris du galon, le prêt-à-porter n'en est pas moins soumis à un nouveau phénomè-

Le miroir aux alouettes

Elles sont belles. Parfois adulées. Souvent riches. Créatures de rêve auréolées de bonheur. Les cover girls scintillent de leurs sourires enchanteurs : le mythe fonctionne à plein, depuis le dentifrice matinal jusqu'aux pantoufles du soir. Beau miroir aux alouettes pour toutes celles qui voient déjà leur image sur la couverture des magazines féminins. Sans oublier la fascination des midinettes pour cette démarche ondoyante des mannequins qui présentent, dans des salons prestigieux, la collection de Christian Dior.

Il y a loin de ce mythe séduisant à la réalité quotidienne. A Paris, ils sont 8 000 à 10 000 mannequins ou cover girls à vivre de ce métier, plus ou moins bien. Qu'importe de gagner 100 F pour une présentation si l'on n'en trouve qu'une par semaine ? A noter que, là comme ailleurs, un mannequin homme gagne le double d'une femme pour une journée de travail...

Bien sûr, il y a les vedettes, dont l'apparence physique correspond en tout point aux normes du moment. « Top models » d'un instant, elles sont oubliées dès que la mode est passée. Les vrais mannequins professionnels, qui connaissent parfaitement toutes

La couture sort sa griffe

ne : la remise en question d'une certaine société. Les jeunes, libérés du vêtement, créent l'antimode.

Il y a 25 ans, on remarquait le « beau » sur les Champs-Elysées. Aujourd'hui, le port des blue-jeans dénonce moins une classe qu'une manière d'être. En fait, il reste 4 000 clientes particulières à la haute couture et 30 000 personnes en vivent. Plus ou moins bien. On s'accorde donc pour penser que la haute couture, à la façon d'une « locomotive » entraîne derrière elle la vente des parfums, des accessoires, des fourrures, des chaussures et de la « boutique ». Tout comme en 1954 Chanel rouvrait ses salons, cette année voit le mariage de raison de Philippe Heim (fils) avec Serge Lepage : les parfums de l'un aidant la collection de l'autre à relancer l'image de marque de ces mêmes parfums.

L'heure de l'industrie

Affaire de famille, commandités par des gens du textile ou des produits de beauté, les noms de la haute couture ne s'en tiennent plus à leurs ateliers parisiens. Dior a des usines à Orléans et à Blois. Laroche s'est installé à Dieppe, Courrèges à Tarbes et à Pau. Les établissements Mendes travaillent pour Givenchy, Patou, Saint-Laurent, et des petites maisons font travailler des ouvrières à domicile. Il ne s'agit plus de travail artisanal, mais de la fabrication d'articles « griffés » qui seront vendus non seulement dans les « boutiques », mais partout en France et à l'étranger.

Le président de la couture parisienne, Gorim, parle de la boutique comme



« d'un instrument de recherches et d'expériences, son rôle n'étant pas de détrôner les collections essentielles, mais de les compléter... » Il s'agit, plus simplement, d'adaptation : un tailleur acheté en prêt-à-porter chez un grand couturier coûte deux à trois fois moins qu'un tailleur de collection. Et la cliente le renouvellera. Bien sûr, le tissu diffère, la façon aussi ; mais on y reconnaît toujours « la patte »... et la griffe.

Courrèges explique : « Mes collections, c'est une répétition de la rue six mois avant. Je teste les tissus, la forme. Ce sont des pièces uniques : avant la voiture de série, il y a le prototype. On n'a pas le droit de lancer un produit sans l'avoir essayé. Ceux qui les lancent directement dans la rue ne font que reprendre des idées vieilles de 4 ans, 10 ans, 20 ans. Ce n'est pas comme ça qu'on fait avancer la couture. »

Si le couturier a pris le bon tournant, les ouvrières qualifiées doivent s'adapter au travail plus ingrat du prêt-à-porter. Rapidité exclut minutie. Elles deviennent polyvalentes : au grand rayon, en période de pointe ; retoucheuses, à la saison creuse. Il faut dix ans pour devenir première main qualifiée. Et gagner au mieux 8 à 9 F de l'heure. Bas salaires et instabilité de l'emploi prennent le pas sur l'amour du métier et la joie du travail bien fait.

Du coup, les « demoiselles de Paris » apprennent de nouveaux mots. Reconversion, par exemple. Pour elles, l'évolution de la haute couture s'inscrit dans une logique douloureuse. Les compressions de personnel signifient tout simplement qu'elles deviendront bobineuses dans l'électronique ou entreront dans la banque.

JOSETTE BARBIER

les règles et les ficelles du métier, sont rares. Ceux-là ne craignent pas les passades d'une mode, les dangers de la concurrence, et gagnent certes très bien leur vie. Mais à quel prix ?

« Il me serait impossible d'avoir une vie de famille, déclare un top model, grande blonde au type « suédois ». Jamais un horaire régulier, jamais de dimanche. Sans cesse il faut me présenter à de nouveaux clients, avec la peur qu'ils ne m'engagent pas, discuter des tarifs, accepter des séances de pose à n'importe quelle heure du jour et de la nuit. » Bien trop heureuse quand il suffit d'être belle et de se taire. Car il faut souvent affronter les remarques, accepter d'être transformée en porte-manteau, uniquement fait pour valoriser la réalisation du couturier. Enfin, et c'est souvent le plus dur, il faut arriver à se faire payer.

Trois mois d'attente, quand tout se passe bien. Car l'agence de mannequins paie ses modèles seulement quand le client a versé son dû. Si le client se fait trop tirer l'oreille — plus d'un an, parfois — le mannequin peut demander à l'agence de défendre ses intérêts. Si le procès a lieu, il est bien rare que l'agence ne s'arrange pas pour faire payer au mannequin les frais de justice. Pourtant, les pourcentages que cette officine touche sur chaque gain du modèle est plus que consistant. Souvent plus de 30 %.

Malgré un effort pour légaliser les règles de ce métier, c'est un terrain idéal pour les escrocs. Récemment encore, une agence de mannequins « sport-models » extorquait à des candidates trop crédules de 400 à 600 F : pour leur établir un dossier-photos. En tout, 7 000 vedettes en herbe payèrent et n'entendirent plus jamais parler de rien. Le P.d.g. et le gérant sont sous les verrous. Mais il a fallu deux ans pour qu'une plainte soit enfin déposée. Décidément, les rêves ont la vie dure.

CHRISTINE COTTIN

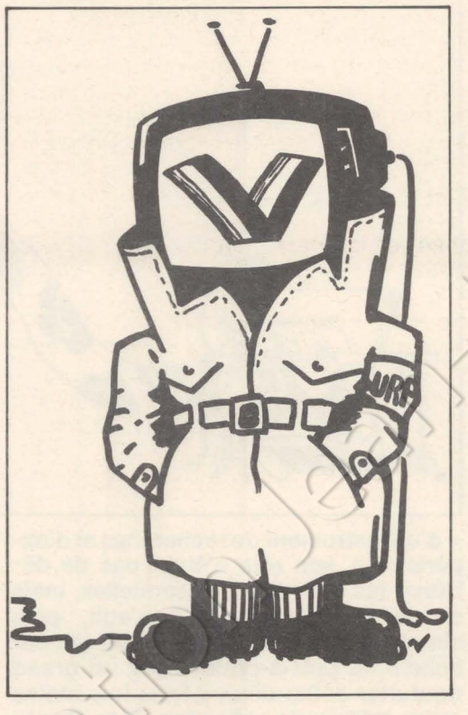
Un scandale quotidien

L'imparfait ou le conditionnel. Ce sont les deux formes grammaticales que les critiques de télévision emploient invariablement quand il s'agit de l'O.r.t.f. Et chaque jour un peu plus.

Lundi soir, c'était le dernier numéro de Vive le cinéma, la série magazine de Janine Bazin et André S. Labarthe. Une disparition qui vient après celle des Cent livres, de Claude Santelli, après la relégation de Musique en 33 tours à 22 h. Le dernier invité de Vive le cinéma était Rémo Forlani. J'avoue humblement que le parisianisme gouailleur de ce chroniqueur de Radio-Luxembourg ne me séduit guère.

Cela n'enlève rien au mérite de Vive le cinéma. La formule originale de cette émission permettait à une personnalité de présenter sa vision de l'actualité cinématographique. Chaque mois, les émissions variaient selon les caractères, les goûts de cet invité. Seulement, certaines de ces personnalités ne se privaient pas de porter un regard critique sur la réalité.

Quand Me Kiejman axa son émission sur « le cinéma et la politique », l'interdit dictatorial tomba. Finalement, cette émission fut projetée — six mois plus tard — mais c'en était trop. Ainsi meurt une émission intelligente. Et, une fois de plus, il faut écrire à l'imparfait.



Pour remonter le moral des critiques de télévision, il y a fort heureusement Arthur Conte et le journal télévisé. Une étude, faite par l'association Télé-liberté pour la période du 2 au 23 janvier et portant sur l'édition de 19 h 45 de Vingt-quatre heures sur la une, révèle que les formations politiques et le gouvernement se partagent ainsi le temps d'antenne : ministres, U.d.r. et divers majorité : 90 % ; Union de la gauche : moins de 10 %. Sans commentaire.

Autre exemple : François Mitterrand parle, dimanche dernier, à Lille, devant 6 000 personnes : il n'a droit qu'à une image fixe et deux phrases benêtes de Léon Zitrone. Enchaînement sur Jacques Chirac, ministre de l'Agriculture, qui disserte longuement sur une réunion vieille d'une semaine qu'il a eue avec ses homologues européens. Chirac en profite pour dire tout le mal qu'il pense du programme commun.

Mardi soir, même journal, même chaîne, la conférence de presse de Georges Marchais est créditée de 2 minutes 30, celle de la majorité de sept minutes.

Pour illustrer cela, Arthur Conte déclare froidement : « L'O.r.t.f. est d'une liberté exemplaire. » Et : « La seule censure que j'approuve est celle de la pornographie. » Sic.

Il est possible qu'Arthur Conte ne regarde jamais la télévision ou soit plus simplement un inconscient. Mais il y a des limites à prendre les Français pour des imbéciles. Et à les jouer.

NICOLAS BRIMO

Télé-sélection

VENDREDI 2 FEVRIER

Hassan II, parmi les séquences de Plein cadre (21 h 40, ch. 1).

Au magazine Pour le cinéma, un portrait de Bulle Ogier (22 h 40, ch. 1).

SAMEDI 3

Rugby : France B - All Blacks (14 h 45, ch. 2).

La caméra explore le temps : L'énigme Ravaillac », d'Alain Decaux et Stellio Lorenzi (20 h 40, ch. 1).

DIMANCHE 4

Charmant et drôle, le premier film de Pierre Etaix : « Le soupirant » (17 h 15, ch. 1).

En remontant le Mississipi, de Claude Bouter et Robert Manthoulis (1re partie) : les sources de la musique des Noirs américains. Une des meilleures émissions de la 3e chaîne, opportunément rediffusée sur la 2e (21 h 30, ch. 2).

Ombre et lumière : « Rodin » (22 h 15, ch. 1).

A Ciné-club, le premier film tourné par Jean Renoir selon la technique télévision, « Le testament du Dr Cordelier » — pas forcément convaincant (22 h 35, ch. 2).

LUNDI 5

Pour les amateurs, un festival Jouvet : « Copie conforme » (14 h 25, ch. 1).

En pleine actualité : « Hoa-Binh », de Raoul Coutard — un garçonnet dans le désarroi de la guerre au Vietnam (19 h 40, ch. 3).

Alain Decaux raconte, dans « Espion A. 54 », comment Thummel, un des chefs de l'Abwehr, décida de renseigner les alliés (20 h 35, ch. 2).

« Underground U.s.a. » : le cinéma « parallèle » américain des années 60 : Warhol, Shirley Clarke, etc. (22 h 15, ch. 2).

MARDI 6

Au-dessus de l'écran, après la projection d'« Une femme qui s'affiche » — délicieux film de Cukor — assistera-t-on enfin à un vrai débat sur la publicité ? (20 h 30, ch. 2).

MERCREDI 7

« La croisière jaune » : vers 1930, le raid Citroën Paris-Pékin filmé par Léon Poirier. Ce soir, dans un nouveau montage (19 h 15, ch. 3).

A armes égales : Roland Leroy (P.c.f.) et Alain Griotteray (R.i.) (20 h 30, ch. 1).

JEUDI 8

« Les nuits de la colère », d'après Armand Salacrou : Résistance, attentisme, collaboration, les choix de la France occupée (20 h 30, ch. 1).

Au magazine 52 : le vote des étudiants ; les Palestiniens parlent (21 h 05, ch. 3).

Les femmes aussi, d'Eliane Victor : « Demain la retraite » — redoutée par les unes , considérées comme une délivrance pour les autres. (22 h 10, ch. 1).

Danse pour Théodorakis

u'en France un spectacle de danse puisse rassembler 3 500 personnes en deux jours, c'est presque incroyable. C'est pourtant ce qui vient de se passer avec la création, au Havre, de la « Fête dansée », de Mikis Théodorakis, par la compagnie Anne Béranger. Il est vrai que, bien avant cette date, Théodorakis et la compagnie Anne Béranger étaient des habitués de la maison de la Culture du Havre. Il était donc logique qu'ils se retrouvent ensemble à la M.c.h. pour cette création mondiale.

Et puis, « Fête dansée » s'inscrivait dans le cadre d'une « semaine de la danse » organisée par la M.c.h. en collaboration avec France-Culture. Outre des émissions publiques de l'O.r.t.f., outre une exposition de photographies et des projections de films, les enfants du Havre purent bénéficier d'animations, menées dans leurs classes par la compagnie Anne Béranger.

Qu'est-ce que cette « Fête dansée » ? D'abord, un plaisir des yeux. On voit, rassemblés sur la même scène, Théodorakis dirigeant ses musiciens et ses chanteurs — dont l'étonnante Maria Farantouri — et les danseurs de la compagnie Béranger.

Ce mélange inaccoutumé, Théodorakis l'explique lui-même : « La musique et la danse sont probablement nées en même temps ; peu après, à ces deux arts, vint s'ajouter celui du verbe et de la parole. Pendant les fêtes dédiées à Dionysos, les chorées unissaient le chant et la danse. Plus tard, Thespis découvrit le chef de chœur (le coryphée) et les personnages. Ainsi devait naître le dialogue entre les acteurs et le peuple-chœur, base de la tragédie grecque. Pour nous, les néo-Hellènes, le mot « trajoudie » (= chanson) est le même que celui qu'on utilise pour signifier tragédie. Car la chanson constitue déjà une unité parfaite entre la parole et la musique. Mais, pour que s'accomplisse la tragédie, il faut en plus le mouvement, c'est-à-dire la danse — c'est d'ailleurs un tel mouvement ou plutôt une telle conception du mouvement qui m'inspire quand je dirige l'orchestre. »

Dans les geôles

C'est vrai que, lorsqu'ils sont tous en scène, on ne sait pas très bien qui danse le plus, des troupes d'Anne Béranger ou du chef d'orchestre Théodorakis ! C'est vrai aussi que « Fête dansée » fait un pas de plus vers un retour aux sources (grecques), vers une union organique exceptionnelle entre la musique, la parole et la danse. La musique est signée Théodorakis, la danse réglée par Lorca Massine, la parole est tantôt du grand poète grec Yannis Ritsos, tantôt de Théodorakis lui-même.

Il est des moments extraordinaires où le tout sort des entrailles de Théodorakis : une masse humaine immense, tremblant comme feuille au vent, et une voix vibrante pour chanter la douleur et l'espoir qui furent les siens dans les geôles des colonels, en 1969. Théodorakis écrivait alors pour son compagnon de la cellule d'à côté, Andréas. A entendre chanter Théodorakis, on comprend trop bien ce qu'il a pu advenir d'Andréas... Tout aussi poignante est « La ballade de Mauthausen », sinistre cri surgissant d'un camp de la mort.

Malgré tout, c'est la joie qui l'emporte sur l'ensemble de « Fête dansée ». Joie et liberté. « Dansons libres, la force du corps influencera celle de l'esprit », recommandait, à la veille du spectacle, Lorca Massine à ses danseurs.

CHRISTOPHE PERRAUD-LUBAT

Cinéma : Miracle chez les gémeaux

Où mieux situer un huis clos que dans une île ? Voilà comment les protagonistes du nouveau film de Susan Sontag, « Les gémeaux », sont réunis quelque part dans la Baltique. Il y a là quatre « gens de théâtre » : deux femmes et, habitant l'île, deux hommes dont l'un, l'ancien danseur Carl, est un aliéné — dans tous les sens du terme — recueilli là par son ami-ennemi Martin, probable responsable de sa démence.

Entre eux s'entremêlent des rapports complexes, mais — dommage un peu, d'ailleurs, pour l'équilibre du film — Carl (Laurent Terzieff) est de loin le personnage le plus attachant. Littéralement « retombé en enfance », en enfant hypersensible, idéaliste, qui croit aux miracles, il en accomplira un en rendant la parole à un autre enfant, la fillette muette — par schizophrénie — de l'une des deux femmes.

Ce schéma ne rend pas compte de la subtilité — payée parfois d'une inutile complexité — du travail de Susan Sontag, la romancière américaine, déjà auteur au cinéma de « Duo pour cannibales ».



Laurent Terzieff.

L'importance du clown

Nombreux sont les hommes qui, un peu partout dans le monde, s'interrogent sur nos destins, sur notre civilisation qui dérape et patine, et essaient de comprendre pourquoi, tout en imaginant des remèdes à ses errements de plus en plus nombreux.

Anglais, Américains, Allemands, inlassablement, commentent et prospectent. Et curieusement, il n'y a pas ou presque pas de Français dans cette quête essentielle, à croire que notre société sclérosée, figée, fermée, n'ose même pas mettre le nez dehors de peur de tomber en poussière. Visiblement, la France « subit » les temps modernes sans le vouloir et sans le comprendre, du moins la France des dirigeants, la France de cette classe politique qui, depuis quinze ans, tisse, avec si peu de dons, nos destins inconfortables.

Un jeune professeur américain, William Irving Thompson, vient de publier chez Robert Laffont un livre fascinant : « Devant nous, l'Histoire ». Sans rien résoudre de nos problèmes, ce livre a le mérite de les poser sans fard et sans complaisance.

A la recherche comme bien d'autres d'une nouvelle civilisation qui ne soit plus contraignante, qui arrive enfin à dompter la technologie et à la remettre à sa juste place, Thompson est conduit à s'interroger, tout à la fois, sur la civilisation urbaine — d'après lui, « mythe sécurisant » ; sur les névroses qu'engendre la technologie, et en particulier sur la névrose répertoriée et classée des ingénieurs de la Nasa ; sur les phénomènes hippies, qui sont selon lui « images inversées des ingénieurs de Détroit » ; sur le choix qu'il y a peut-être à faire entre le marxisme et le platonicisme, et dans ce cas Thompson choisit le platonicisme de refus ; sur les grands instituts technologiques américains qui sont devenus des Eglises ; sur les arts nouveaux pop et op, formules régressives, d'après lui, de la création artistique ; sur l'Histoire, enfin, qui n'est pas progrès continu mais suit depuis longtemps des courbes sinusoïdales.

A en croire Thompson, et c'est probablement vrai, la planète a connu dans un lointain passé des civilisations plus élaborées que la nôtre.

On le voit, tout y passe et tout y est dit de la façon la plus vive et la plus intelligente du monde.

De ce livre, je retiendrai provisoirement une idée qui est celle — et Thompson s'en explique longuement — de la mission, de la fonction de l'intellectuel, du créateur, dans toute société organisée.

C'est en regardant un film documentaire de John Marshall, « The hunters », film consacré aux Boshimans d'Afrique du Sud, que Thompson a formulé son hypothèse sur la base de toute civilisation et de toute société. Ce film décrit quatre hommes qui partent à la chasse pour nourrir le village, la communauté à laquelle ils appartiennent. La chasse doit réussir ; sans cela, c'est la famine. Or qui sont ces quatre hommes ? Que représentent-ils ? Il y a d'abord le chef, celui qui coordonne et dirige. Il est naturellement assisté d'un exécutant : le chasseur, habile mais qui a besoin de directives pour réussir dans son entreprise. Ces deux hommes représentent le côté organisationnel de la société. En face d'eux, deux hommes les complétant étroitement : le chaman, l'esprit de la terre et du ciel, le religieux, celui qui interprète les signes. Et enfin, le clown, qui d'après Thompson est le créateur, l'intellectuel, le rêveur, et dont la seule mission — mais fondamentale — est de contester, de critiquer, de remettre en question constamment les actes des trois autres, et particulièrement ceux du chef. Sans cette contestation, il ne peut y avoir d'organisation sociale vivante, foisonnante.

PAR HENRI-FRANÇOIS REY

Cette interprétation de la société me paraît d'une étonnante justesse, et la fonction du clown — de l'intellectuel créateur — évidente.

Une des raisons qui ont fait sombrer nombre de civilisations a été la méfiance sinon la haine des intellectuels, professée par les dirigeants. Toute société qui se sent fragile prend l'intellectuel comme bouc émissaire et essaie de le réduire au silence, quand elle ne le massacre pas. Les exemples foisonnent : Hitler, Staline et Brejnev encore, Nixon coupé des radicaux américains, et Pompidou qui, chaque fois qu'il le peut, exprime cette fondamentale méfiance. Le résultat de cet ostracisme est toujours le même : la société s'ankylose, se sclérose, s'asphyxie et sombre dans le conformisme et l'autosatisfaction paranoïaque. Nixon se prend pour César ou Néron, on ne sait, et Pompidou pour Napoléon III juste avant Sedan.

Et pourtant, toute la sociologie sérieuse nous apprend que la cellule sociale n'existe que dans la contradiction et la différence entre individus. Que la faillibilité humaine ne peut se maîtriser que par la critique et la constante contestation. Que seul le créateur, l'imaginatif, a la possibilité d'assumer cette contestation, cette remise en question.

Pour avoir refusé cette évidence, notre civilisation crève doucement et est vouée à de grandes secousses, les Etats-Unis sombrent dans un morne poujadisme stérilisant, l'Europe se tait alors qu'elle peut tout dire, et l'U.r.s.s. est devenue une plaine de silence qui fait peur quand elle n'apitoie pas.

A force de nous réclamer, nous autres Français, d'un faux cartésianisme, pourquoi ne pas enfin revenir aux sources, aux textes, au « doute » et à la remise en question de Descartes ? Car c'est sans doute la seule mais essentielle intuition qu'il eût jamais.

Sans clown contestataire, l'équilibre heureux de la société ne sera jamais qu'illusion.

PUBLICIS MATIGNON / IMPERIAL / FAUVETTE / QUINTETTE



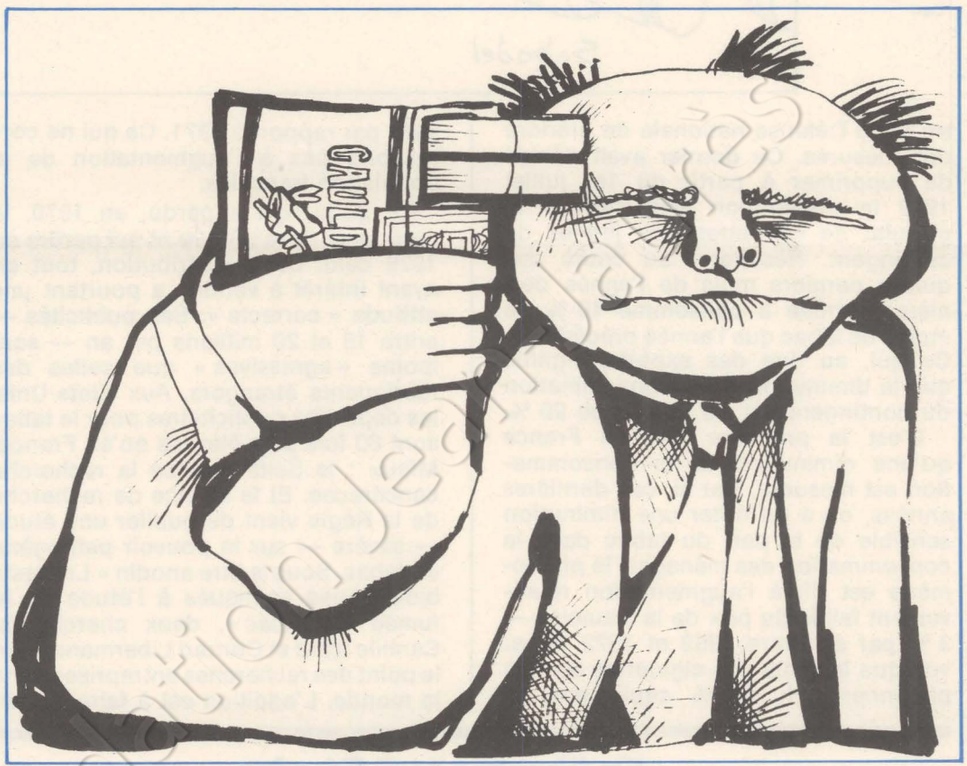
La mort bleue

Cancers du poumon, des bronches, de la lèvre. Coronarites. Ulcères. Bronchites chroniques. Altération des mécanismes mentaux, du nerf optique, du goût. C'est le tabac côté démon. Côté charme, des mots sur une affiche, l'identification au jeune loup, au beau cow-boy ou au père, l'évasion, l'habitude. Le besoin, aussi. Le rapport entre le Bien et le Mal ? Il est établi par le succès de la Gallia, dernière née de la Régie. La cigarette-justification pour gens inquiets : si vous avez peur des conséquences de votre tabagisme, si vous toussez le matin, mais si vous n'avez pas le courage de cesser de fumer, essayez la Gallia. Personne ne jurera qu'elle est sans danger — et pour cause — mais elle donnera meilleure conscience aux fumeurs : ils auront fait quelque chose.

1561 : Jean Nicot, ambassadeur de France au Portugal persuade Catherine de Médicis des vertus médicinales de la décoction de tabac. 1620 : chaque année, l'Angleterre en importe 100 000 livres de Virginie. 1795 : Sommering note la fréquence des tumeurs de la lèvre chez les fumeurs de pipe. Il avait fallu 200 ans pour qu'un premier rapport soit établi entre l'usage du tabac et certaines maladies...

Depuis, il est devenu évident que la courbe d'augmentation des cancers du poumon et des bronches suit celle de la consommation des cigarettes. En 1967, l'Inserm rapportait que le cancer du poumon, maladie assez rare au début du siècle, avait tué en France 10 876 personnes. Aujourd'hui, toutes les organisations s'occupant des problèmes de santé lancent des cris d'alarme.

Pour l'Organisation mondiale de la santé (O.m.s.), le tabac est « un instrument de mort à l'égard duquel la neutralité n'est plus possible ». Il n'est pas de mois sans qu'une Académie de médecine, un institut de recherche, un scientifique fasse état d'un fait nouveau, des résultats d'une enquête ou d'une expérience. En langage prudent, parlant encore « d'incertitudes pour certains des effets du tabac », mais avec des chiffres. Ecoutons le Collège royal des médecins anglais : à 35 ans, un gros fumeur a quatre fois plus de risque de mourir dans les dix ans qu'un non fumeur. Ou le « rapport Terry », qui totalise toutes les enquêtes faites sur le cancer du poumon ; il existe une relation entre l'usage de la cigarette et le cancer bronchopulmonaire. La liste des mises en garde est impressionnante. Peu à peu, les fumeurs « glorieux » disparaissent ; à force de lire que le tabac est un poison, nous devenons tous des fumeurs honteux.



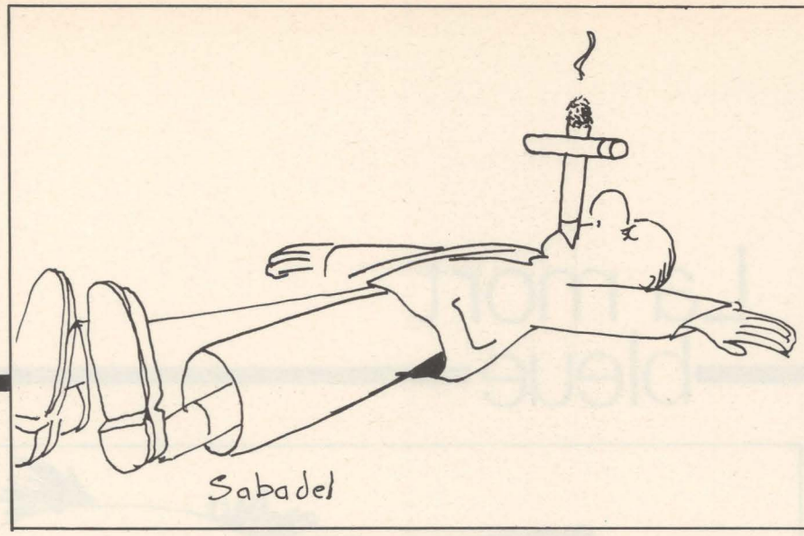
Bidasse dénicotinisé

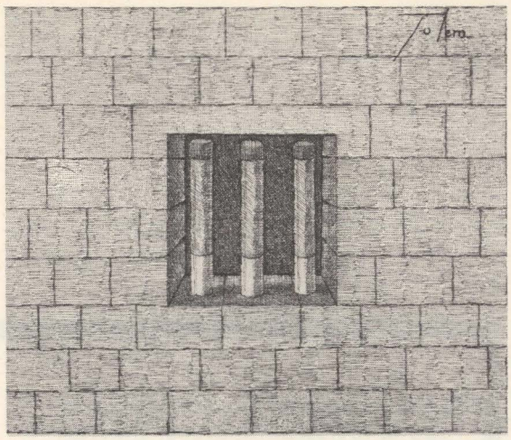
Et pourtant, il s'est vendu en France, en 1971, 72 milliards de cigarettes, 1 milliard 67 millions de cigares, 12 500 tonnes de scaferlatis. Ce qui a permis au Service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (Seita) de faire un chiffre d'affaires de 7,5 milliards de francs (en 1972, le chiffre d'affaire a été supérieur de 6,4 % à celui de 1971). Et de laisser tomber dans les caisses de l'Etat 5 milliards 257 millions de francs. C'est que la part de l'impôt est importante : 70 % du prix de vente d'un paquet de cigarettes. La vocation du Seita n'est pas nouvelle. Necker, ministre des Finances de Louis XVI, affirmait déjà : « De toute les contributions, l'impôt sur le tabac est la plus douce, la plus imperceptible ». Ses successeurs ont mis cette phrase en pratique. La « fumée française » représente 3 % des recettes fiscales de l'Etat. Mais ce qui n'a jamais été comptabilisé, c'est le coût social des maladies du tabac. Il n'existe, en France, ni étude ni sondage sur les conséquences du tabagisme. Il est impossible — en dehors des moyens officiels — de chiffrer les dépenses dues aux maladies. Sans parler du coût de la mort.

Au négatif : la publicité — pratiquement sans frein, sauf à la télévision — la volonté de l'Etat de voir croître ses recettes, le refus de mettre en garde « officiellement » les futurs malades. Aux Etats-Unis, par exemple, les paquets de cigarettes portent obligatoirement la mention « dangereux ». Des émissions de publicité anti-tabac ont été diffusées aux heures de grande écoute. En France, l'O.r.t.f. a tenté une opération anti-tabac dont la tenue — et le résultat — ont été dérisoires. Il s'agissait de faire promettre aux spectateurs de ne plus fumer. Tout juste des serments d'ivrognes. Le ministère de la Santé publique semble se désintéresser totalement du problème. Celui de l'Education nationale également.

Au positif : peu de choses. De nombreux médecins ayant fait remarquer que c'était à l'armée que les Français confirmaient ou prenaient le goût du tabac — il serait intéressant de rechercher vraiment pourquoi — l'Académie de médecine avait demandé au minis-→

La mort bleue →





tre de la Défense nationale de prendre des mesures. Ce dernier avait décidé de supprimer à partir du 1er juillet 1972 la distribution systématique et gratuite de cigarettes aux jeunes du contingent. Résultat : au cours des quatre derniers mois de l'année dernière, l'Armée a consommé 10 % de moins de tabac que l'année précédente. Ce qui, au dire des experts, signifie que la diminution de la consommation du contingent est de l'ordre de 20 %.

C'est la première fois en France qu'une diminution de la consommation est mesurée. Car si, ces dernières années, on a pu noter une diminution sensible de la part du tabac dans la consommation des ménages, le phénomène est dû à l'augmentation relativement faible du prix de la Gauloise — 3 % par an entre 1959 et 1972. Il est vrai que la vente des cigarettes semble plafonner : + 0,3 % seulement en 1972 par rapport à 1971. Ce qui ne correspond pas à l'augmentation de la population française.

Le Seita, qui a perdu, en 1970, le monopole de la culture et qui perdra en 1976 celui de la distribution, tout en ayant intérêt à vendre a pourtant une attitude « correcte ». Ses publicités — entre 15 et 20 millions par an — sont moins « agressives » que celles des fabriquants étrangers. Aux Etats-Unis, les dépenses publicitaires pour le tabac sont 80 fois plus élevées qu'en France. Mieux : le Seita finance la recherche cancéreuse. Et le service de recherche de la Régie vient de publier une étude — sévère — sur le pouvoir pathogène du tabac. Sous le titre anodin « Les tests biologiques appliqués à l'étude de la fumée du tabac », deux chercheurs, Camille Izard et Conrad Libermann, font le point des recherches entreprises dans le monde. L'addition est à faire frémir. Qu'il s'agisse du cancer, des bronchites, des complications cardiaques, les scientifiques sont d'accord pour affirmer qu'il existe, entre la maladie et le tabac, une « liaison ».

Izard et Libermann, avec prudence, mais vigueur, montrent, en décrivant les différents tests utilisés, que cette « liaison » n'est pas due à un a priori. Les premiers tests décrits mettent en évidence les perturbations que la fumée provoque dans la « fonction ciliaire » de l'appareil respiratoire. L'intérieur de ce dernier est tapissé de « cils ». Ces « cils » battent, et leur mouvement transporte le mucus. Ce dernier est un moyen de défense contre les éléments néfastes transportés par l'air. Or la fumée de tabac arrête, d'une manière passagère ou définitive, le mouvement ciliaire. Ce qui a permis à des médecins de penser que l'arrêt de la fonction ciliaire avait « un rapport » avec le cancer du poumon.

La Gauloise en vedette

Puis viennent les tests cutanés : en soumettant la peau de l'oreille d'un lapin à des irritations par la fumée de tabac, on obtient, au bout de trois ans, un cancer. Avec raison, les auteurs ajoutent que « la complexité des phénomènes en jeu doit, dans l'état actuel de nos connaissances, nous inciter à une certaine circonspection quant à l'utilisation des résultats obtenus. »

Le seul ennui de ce document — outre son langage technique — est qu'il ne soit pas mis en vente. Il serait souhaitable que le Seita édite des ouvrages permettant aux fumeurs de savoir à quoi les expose leur « vice ». Pour l'instant, la Régie se contente de rechercher des tabacs moins nocifs. C'est la raison d'être de la Gallia. Il est vrai que la production pilote du Seita, la Gauloise — qui fait, avec la Gitane, 85 % des ventes — est une des cigarettes les plus nocives qui soient. Elle contient 4 milligrammes de goudrons et 1,5 milligrammes de nicotine. Or 300 milligrammes de nicotine sont une dose mortelle. Quant aux goudrons, ils contiennent des carbures benzopyrènes dont les rapports médicaux font état lorsqu'ils parlent du cancer.

En librairie le 5 Février

Seghers

CLEFS pour le SOCIALISME

par

Didier Motchane

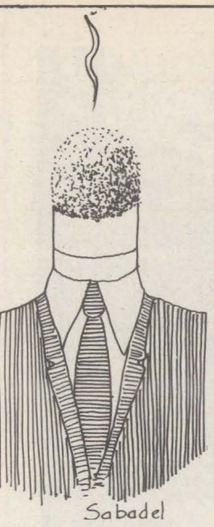
avec une introduction par

Jean-Pierre Chevènement

Le socialisme tel qu'il fut, tel qu'il est, tel qu'il doit être. Par les fondateurs du C.E.R.E.S.

UN LIVRE DE BASE POUR L'AVENIR SOCIALISTE

Collection "clefs"
dirigée par Luc Decaunes
Format de poche









Si la Gauloise est dans le peloton de tête, il ne faut pas croire que les autres cigarettes sont « douces ». La Gitane contient 1,4 milligramme de nicotine ; la Disque bleu : 1,2 ; la Philip Morris : 1,6 ; la Pall Mall : 1,5 ; la Craven : 1,3. La Gallia n'en contient que 0,4 milligramme, la Gauloise verte : 0,3. Si une bonne partie de la nicotine ne restait pas dans le mégot, il serait facile de calculer la quantité de nicotine ingérée par un fumeur. Et d'avoir un peu plus conscience des dangers encourus.

Mais suffit-il de savoir ? Depuis des siècles, nous connaissons les dangers de l'alcool. Ce qui n'empêche pas les Français d'être de trop grands buveurs. Il en va certainement de même pour le tabac. Bien sûr, celui-ci — comme toutes les drogues — provoque une excitation des cellules qui permet de réduire les tensions, l'anxiété. La cigarette, de surcroît, permet — avant l'intoxication — une stimulation des fonctions intellectuelles. Ce qui fait dire : « Je réfléchis mieux en fumant ». Pour un fumeur, cela signifie plus exactement que, pour réfléchir, il lui faut non seulement une position — assis, debout — un cadre — dedans, dehors — mais aussi un rite : la cigarette ou un doigt dans le nez. Pour les psychiatres, il existe d'autres raisons : nostalgie du sein maternel, nécessité de se donner une contenance, lutte contre la timidité.

"Etre un homme"

Surtout, la cigarette est un des derniers signes du monde des adultes. Avec la voiture. Et tout comme, à 18 ans, les jeunes veulent tous passer leur permis et avoir leur voiture, les adolescents — il est plus facile d'avoir une cigarette qu'une 2 CV — fument. Comme les « grands ». Sans savoir ou sans croire qu'une bonne partie des grands souhaiteraient pouvoir s'arrêter.

Certains en rêvent, d'autres en parlent. Quelques-uns le font — les médecins anglais, par exemple, dont plus de la moitié ont cessé de fumer et chez qui la proportion des cancers pulmonaires est en baisse de 30 %. Parfois sur ordre du médecin, face à la maladie. D'autres avant, sur un coup de volonté.

Pourtant, face aux textes raisonnables de l'O.m.s. — « la lutte contre l'abitude de fumer peut faire plus pour améliorer la santé et prolonger la vie, dans les pays économiquement avancés, que n'importe quelle autre mesure de médecine préventive » — le fumeur doute. « D'abord, celui qui a écrit cela fume. Alors... ». Puis il y a les excuses : « Le cancer du poumon ? Et la pollution, vous croyez qu'elle ne joue pas ? » Et comme 60 % des Français fument, le nombre de gens qui doutent est assez important pour que les efforts du Comité national contre le tabagisme se perdent dans les sables.

D'autant que le « modèle culturel » fonctionne à plein : artistes, hommes politiques, leaders d'opinion représentés cigarette aux lèvres. Un témoignage : « J'avais 15 ans quand « Pierrot le Fou », de Godard, est sorti. J'étais dingue de cinéma. Comme les cinq autres de la bande. Dans le film, Jean-Paul Belmondo fumait des Celtiques. Comme la majorité des journalistes des « Cahiers du cinéma ». On s'est tous mis à fumer des Celtiques ». La liberté plus grande que connaît la jeunesse a abaissé l'âge permis du tabagisme. Il n'est plus besoin « d'être un homme » pour fumer. Plus besoin de se cacher. Ce qui fait dire aux médecins : « C'est dans 20 ans, quand les adolescents d'aujourd'hui arriveront à l'âge de l'infarctus et du cancer pulmonaire, que la note sera lourde ». Mais il est difficile, à 18 ans, de se soucier de ses futurs quarante ans.

Alors, tout en connaissant les méfaits du tabac, tout en ayant peur du cancer, tout en toussant le matin, on n'en continue pas moins de fumer. En comptant sur la chance : « Après tout, tous les fumeurs n'ont pas le cancer ». En changeant parfois de cigarettes. En parlant d'autre chose. Ou, plus simplement, en faisant le bilan de ses joies et en se disant : « S'il faut supprimer ça, qu'est-ce qu'il me restera ? » Sans produit de remplacement, la cigarette a encore — et malheureusement — de beaux jours devant elle. Mais que faire ? Rien que pour terminer cet article, il m'a fallu 32 Gauloises.

GUY PERRIMOND

FRANÇOIS MITTERRAND

la rose au poing

COLLECTION TEXTES POLITIQUES

FLAMMARION

le 1er récit de toute la résistance

LA RESISTANCE 1930-1950

par Alain Guérin

chronique de la guerre de vingt ans

La résistance armée au fascisme armé a commencé bien avant 1940. En Chine, en Espagne, en Ethiopie, la liberté était au bout du fusil dès les années 30. L'œuvre d'Alain Guérin prend à sa source la montée des dictateurs : recul indispensable à qui veut comprendre la suite.

La suite, c'est cette convulsion de cinq années, 1940-1945, dont nous ne sommes pas encore vraiment guéris. Alain Guérin la conte dans le détail, "sort" des éléments mal connus et éclaire son récit par d'innombrables témoignages. Mais après 1945, l'histoire ne s'est pas arrêtée. Les Résistants avaient semé dans la souffrance : ils espéraient de grandes moissons. Ce que devint leur espoir, c'est le sujet de la dernière partie, conclusion nécessaire à une histoire de la Résistance vraiment complète. Celle-ci est la première.

2500 pages, 3000 photos

Un récit de témoin. L'Histoire est vécue devant nous, dans toute sa chaleur, par des acteurs que nous avons connus, au moins à travers les souvenirs de nos proches. Portrait fouillé des hommes, analyse de leurs mobiles, récit passionnant de leurs actions admirables ou monstrueuses. **LA RESISTANCE** est aussi un film de 3000 photos, où vous retrouverez, fasciné, stupéfait parfois, cette vérité historique que l'on oublie si facilement, mais qu'un tel reportage rend proche à crier...

5 volumes illustrés et un coffret de documents d'époque. 22 x 28,5. Reliure plein skivertex.



BON de documentation gratuite

à retourner au Livre Club Diderot
146, rue du Faubourg Poissonnière, Paris 10e

Je désire être documenté sans aucun engagement sur la Collection "La Résistance" d'Alain Guérin

Nom .....

Prénom .....

Profession .....

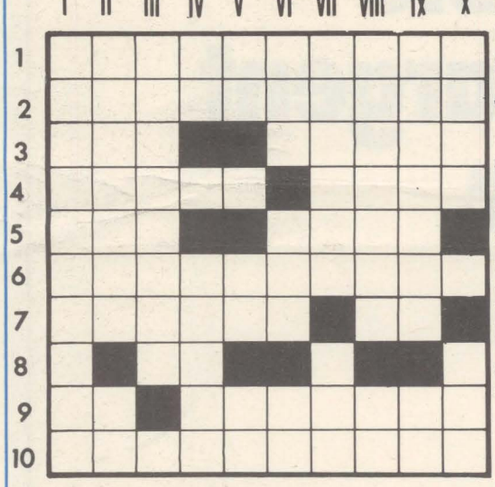
Adresse complète .....

..... U

O.P.F.

Collection Fondation Jean-Jaurès

Mots croisés



PROBLEME N° 50

HORIZONTALEMENT :

1. Permet de modifier peu en ne changeant rien. — 2. Disparaissaient rapidement grâce aux rois thaumaturges. — 3. Ami des bêtes. Dans le Var. — 4. Quand il doutait, il ne pouvait même plus dire « mon œil ». Mer démontée. — 5. Peut être belle mais courte. Fête. — 6. Touchèrent. — 7. Colorié. Aux bouts de la nuit. — 8. Symbole chimique. — 9. Restes. Peintre qui ne manquait pas de perspectives. — 10. Toujours accompagné de deux gaillards.

VERTICALEMENT :

1. Ravale parfois jusqu'au blanc invisible ! — 2. Dégoûte. Possessif. — 3. Roi de Sicile. — 4. Lac. Incroyable. — 5. Peut facilement remplir une bouteille. En voiture ! En cage. — 6. Généreux protecteurs. Démonstratif. — 7. Choisi. Mis en pièces, a encore de la valeur. Bien propre. — 8. En Algérie. Article. — 9. Couvrent les semis. Parcouru. — 10. Ne s'utilise pas dans les radio-crochets. Casse-pied.

SOLUTION DU PROBLEME N° 49

HORIZONTALEMENT : 1. Trouvaille. — 2. Euclidien. — 3. CEL. — 4. Roumaine. — 5. Empailleur. — 6. Nia. SR. — 7. Estrella. — 8. Io. Eon. — 9. Violoniste. — 10. Ernest (Renan). Eus.

VERTICALEMENT : Terre-Neuve. — 2. Ru. Omis. IR. — 3. Occupation. — 4. Uléma. Rôle. — 5. Vilaine. Os. — 6. AD. Il. Lent. — 7. Il. NL. Loi. — 8. Lésée. Anse. — 9. LN (Hélène). Us. Tu. — 10. Barrages.

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F* ☐
normal d'un an à	*90 F* ☐
de soutien à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. ☐
Roland Florian Paris 14920-38

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

la Vie Ouvrière

l'Hebdomadaire de la C.G.T.

N°1.484 du **7 Février 73**

SPECIAL IMPOTS

● Le Guide complet du contribuable salarié

EN EXCLUSIVITÉ

Deux barèmes

- Ce que vous paierez si la gauche triomphe aux élections
- Ce que vous paierez avec la majorité actuelle

Demandez "LA VIE OUVRIÈRE" à ses diffuseurs ou aux militants C.G.T.

Le N° 3 F

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION

Serge Richard (rédacteur en chef), Claude Fuzier, Guy Perrimond, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Daniel Mitrani, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Maurice Séveno, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet, André Perlstein (photos).

SEC. DE REDACTION-MAQUETTES

Nicole Chaillot

AVEC LA COLLABORATION DE

Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Emile Loo, François Mitterrand, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddeï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Relations extérieures et Publicité : Michèle Pancaldi
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2000.

Publicité Commerciale et spectacles : France-Lafayette — 10, rue Bleue, Paris-9e — 523.10.35 (J.P. Lemaire).

Le Parti Socialiste a besoin de votre argent pour gagner.

Pour la première fois depuis 36 ans, la gauche au pouvoir ce n'est plus un rêve. C'est une espérance réelle.

La droite se décompose. Elle fuit par tous les bords. Elle retrouve ses accents versaillais.

Une télévision asservie, à longueur de jours et de soirs, déverse la propagande des gouvernants.

Droite de la droite, centre de la droite ou gauche de la droite, tous unis dans le dernier sentiment qui les soude encore, la peur, ils n'ont plus qu'une arme à utiliser : les milliards.

Ah ! Comme ils aimeraient s'écrier : "Silence aux pauvres". Mais la gauche ne sera pas pauvre et ne se taira pas, si vous voulez qu'elle gagne. Elle peut même avoir beaucoup d'argent. Il suffit de donner.

Le jour des élections, vous apporterez votre voix au candidat de gauche.
Cela ne suffit pas. Aujourd'hui, il vous faut faire davantage : participer au développement du parti socialiste et à la construction d'un avenir différent.

La gauche a trop souvent vécu de rêves et de mythes. Elle s'éveille enfin. La droite en perd le sommeil. Mais attention aux cauchemars si la gauche échouait pour n'avoir pas réussi à faire entendre sa voix. C'est aussi de notre argent que dépend notre victoire.

Je verse au parti Socialiste la somme de _____
pour aider son développement et favoriser la victoire de la gauche unie et du programme commun, par tous moyens : tracts, affiches, lettres, films... et pour aider à la victoire aux prochaines élections de la gauche unie.

nom _____
adresse _____ } (facultatif)

J'envoie ma contribution à :
Emile Loo, (trésorier du Parti Socialiste),
12, rue du Mail, 75002 Paris, soit par :
- chèque bancaire
- chèque postal (CCP 33745-51 La Source) } à l'ordre d'Emile Loo
- mandat-lettre

Je vous adresse une liste de noms et d'adresses de personnes que vous pouvez contacter par lettre pour leur demander un soutien matériel ou politique dans ce combat aux côtés du P.S.

U

© Fondation Jean-Jaurès

Imprimerie « d'Hebdo-T.C. » — 76-YVETOT